le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Les riches en yacht Les pauvres en galère

M 02137 - 1479 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

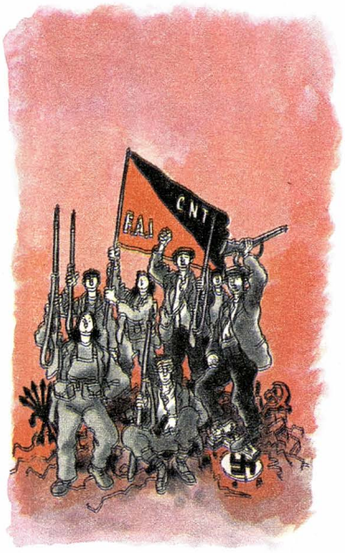
« Toutes les lois sont oppressives et criminelles. Elles ne protègent que les riches et les heureux. »

Octave Mirbeau

hebdo n° 1479

du 24 au 30 mai 2007

Sommaire



Kouchner l'Américain, par Rébecca, *page 4*

XXIe SIÈCLE et **syndicalisme**, par J. -P. Germain, *page 5*

L'autruche, par F. Ladrisse, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

Qui sont **les vrais utopistes,** par T. Périssé, *page 7*

Québec, éducation et classes sociales, par Marina, *page 9*

À la mémoire **des résistants espagnols du plateau des Glières,** par D. Pinós, *page 11*

Vous avez dit **socialistes?,** par M. Rajsfus, *page 14*

Loin des **Censier** battus, par E. Barrierasr, *page 17*

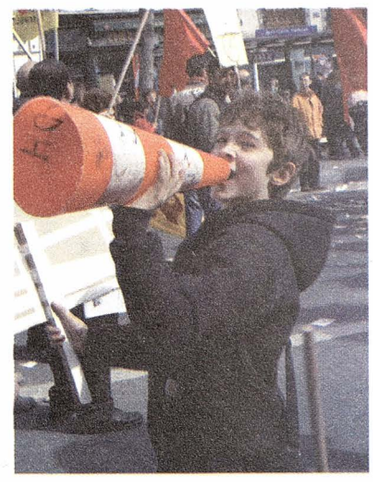
Du mauvais côté du pourcentage, par N. Potkine, *page 20*

Cerise sur le tilleul, par les **Taneries**, *page 21*

Grève de la **faim,** par Casquette, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

MORNE EST LA PLAINE du paysage politique après le passage de l'orage de l'élection présidentielle. Ceux qui sont du côté du manche paradent – goguenards – et peinent à refréner leur morgue pendant que la cohorte appartenant au camp des battus s'échine à essayer de sauver quelque meubles à l'occasion des prochaines législatives.

Tous ont pour antienne la même injonction: les urnes ont parlé, nous devons tous nous soumettre à leur sentence et attendre patiemment le prochain tirage. Il est juste et tentant à la fois de gloser à l'infini sur les marchands d'illusion qui maîtrisent si bien l'art d'anesthésier les consciences afin de mieux naturaliser l'ordre existant en vue de le perpétuer à l'infini... mais ce n'est pas suffisant.

A rebours des partis, organisations et clercs qui prétendent détenir le magistère de la pensée et le vade-mecum de l'action, y compris après la énième faillite de leurs oracles, nous, anarchistes, saurons faire preuve d'humilité alors que les circonstances pourraient nous faire verser dans une certaine immodestie.

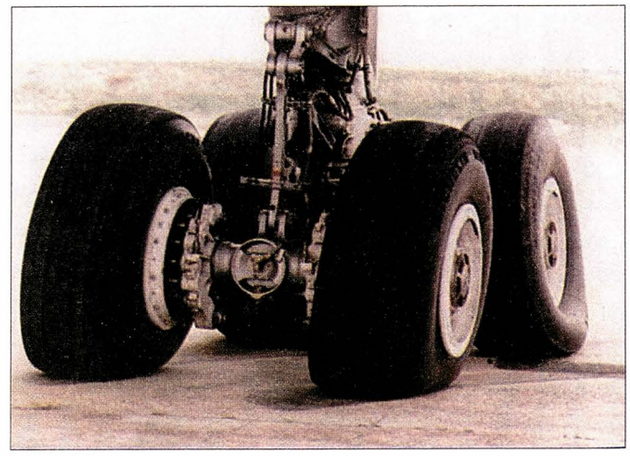
Nous pourrions facilement prouver en effet que nos analyses étaient justes et que les faits nous ont donné raison. Bien entendu, nous réitérerons les même propos car ce sera nécessaire encore et toujours, mais nous n'en resterons pas là.

En effet, immense est la tâche qui nous attend pour faire prendre conscience au camp des travailleurs qu'eux seuls détiennent les clés pour dessiner d'autres futurs. Nous savons que nous pouvons nous appuyer sur un corpus d'idées dont la validité n'a pas pris une ride, bien au contraire. Néanmoins, et parce que l'anarchisme ne relève pas du prêt-à-penser et du prêt-à-appliquer, nous n'hésiterons pas à enrichir nos réflexions et pratiques en les confrontant à celles d'autres acteurs – individuels ou collectifs – qui manifestent sincèrement leur désir d'aboutir à une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nous, anarchistes, ne sommes pas atteints du syndrome de l'avant-garde éclairée, aussi le sectarisme ne nous infecte pas. Nous savons que la crédibilité de nos idées sera jaugée sinon jugée à l'aune de nos engagements dans les luttes qui émergeront et se développeront nécessairement dans la période qui s'ouvre, mais aussi sur notre capacité à développer de nouveaux outils d'analyse et de réflexion.

Nous sommes prêts pour tout cela avec une seule règle: le désir de débattre et agir avec tous ceux et celles qui feront passer les intérêts collectifs avant leur ego et qui, parallèlement, refuseront de faire prendre des vessies pour des lanternes aux yeux des travailleurs.

Airbus : les salariés refusent de jouer !



Une des premières actions de notre nouveau président fut d'aller rencontrer les représentants syndicaux d'Airbus Industries. Pour les salariés, rien ne va plus !

Fabrice

Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste à Renne

DANS UN PRÉCÉDENT ARTICLE paru dans *le Monde libertaire* du 15 mars, intitulé « Airbus, le grand jeu de Monopoly », je concluais en écrivant: « Pour les salariés, la seule solution est de prendre leurs affaires en main en refusant le rôle de simples pions qu'on veut leur faire jouer. »

C'est exactement ce qui s'est passé dans les dernières semaines de manière assez exemplaire.

Rappel des faits: mercredi 25 avril, les salariés d'Airbus apprennent de leur direction que la prime d'intéressement passe de 3 000 euros en 2006 à 2,50 euros en 2007... Après l'annonce des 10 000 licenciements du plan Power 8 et l'information sur le parachute doré de Noël Forgeard, PDG d'Airbus, de 8,5 millions d'euros, le moins que l'on puisse dire est que la couleuvre passe mal.

Dès le lendemain, des débrayages spontanés, qualifiés de « grève sauvage » par *Ouest-France*, se répandent comme une traînée de poudre sur tous les sites: « c'est parti de quelques gars ce matin, à 7 heures, juste avant l'embauche. On a fait du poste à poste pour convaincre les collègues de débrayer et de bloquer l'entrée », raconte un jeune ouvrier de Saint-Nazaire.

Le 27 avril, à Saint-Nazaire, la quasi-totalité des salariés est en grève et demande à l'intersyndicale (CGT, FO, CFDT, CGC, CFTC) de défendre la plateforme revendicative adoptée par l'assemblée générale: versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement de 1 970 euros brut ainsi qu'une prime de participation de 2 200 euros brut. Retrait du plan Power 8, embauche des intérimaires, compensation des départs en préretraite par autant d'embauches.

Sur cette base, en principe, les représentants syndicaux rencontrent la direction et rendent compte ensuite des propositions de celle-ci, à savoir une prime exceptionnelle de 500 euros, 1,5 % d'augmentation générale des salaires, 0,5 % d'augmentation individuelle selon le « mérite ».

Certains syndicats proposent alors de reprendre le travail, sous la huée des salariés. Le vote est sans ambiguïté: 1 250 pour la poursuite de la grève, une petite cinquantaine contre (des cadres essentiellement).

La tension monte très vite entre la « coordination des ouvriers, qui comprend d'ailleurs des syndiqués de la CGT et de FO notamment, et les directions syndicales nationales. FO, majoritaire dans la boîte, se trouve ainsi écartelée entre son syndicat de base orienté vers la lutte et sa fédération des métaux qui n'a de cesse, une fois de plus, que de faire rentrer les ouvriers au bercail... Jusqu'au 11 mai, la bagarre continue malgré toutes les manœuvres, les pressions de la

direction et des bureaucraties. La rancœur s'est installée aussi : « les syndicats disent qu'ils sont derrière nous, mais c'est devant qu'ils devraient être ! » explique un métallo.

C'est tout le problème en effet… Cela fait bien longtemps que certaines directions syndicales, à ne pas confondre avec les sections syndicales de base, ont abandonné la lutte pour s'installer dans « l'accompagnement[1] », voire la collaboration de classes. De la charte d'Amiens à la charte du travail de Pétain, en quelque sorte…

Cela dit, au moment même où l'on annonce que Jean-Paul Gut, le directeur général délégué, réclamerait une prime de départ de 12 millions d'euros, cette lutte des salariés d'Airbus est exemplaire et rassurante à plus d'un titre. Tout d'abord, elle est partie de la base, de jeunes ouvriers le plus souvent qui ont clairement décidé de prendre les choses en main. Ensuite, la forme même de la lutte ne peut que satisfaire des militants anarchistes : assemblée générale, définition d'un mandat, structuration en « coordination » incluant les syndicats qui voulaient se battre (embryon de comité de grève).

Enfin, la volonté d'en découdre, la détermination des salariés, ont mis un sérieux coup de pied dans la fourmilière des bureaucraties syndicales. Malgré la volonté d'unité très grande des salariés, quelques mises au point salutaires sont en cours.

Dans la période qui s'annonce, où régression sociale et répression vont constituer les deux volets complémentaires d'une même politique, cette lutte montre la voie à suivre, mais aussi les obstacles à surmonter.

Mais y a-t-il d'autre issue que la lutte collective qui s'exerce directement sur le terrain de classe, à l'inverse d'un vote aux législatives ou à la présidentielle[2], par exemple, acte individuel par définition (dans le fameux isoloir) et sur des bases forcément interclassistes : la nation, l'autorité, la sécurité, le drapeau…

Inlassablement, avec humilité mais détermination, il appartient aux militants anarchistes d'aider au maximum à la construction de cette résistance, ne serait-ce qu'en développant et en structurant leur propre organisation au service des luttes. Cela sera l'enjeu du prochain congrès de la Fédération anarchiste. F

1. Y compris sur la base de propositions syndicales tels les parcours sécurisés de la CFDT ou la sécurité sociale professionnelle de la CGT qui risquent d'aboutir à la fléxisécurité proposée par Sarkozy. Un prochain article fera le point sur cette question très importante.

2. Certains camarades se sont émus de la forte participation à la dernière élection présidentielle, croyant y voir une nouveauté inquiétante. Rappelons simplement que le taux de participation, certes supérieur de 6 % environ par rapport aux élections de 1995 et 2002, ne fait qu'à peine atteindre les taux de 1974 ou 1981. Pas de panique donc, toujours mauvaise conseillère comme cela a pu être le cas en avril 2002…

Kouchner l'Américain

Il l'a fait. Fier de lui. Il brise le tabou, qu'il dit. Personnalité éminente du PS, grouillot de Total et d'autres entreprises au caractère hautement philanthropique, ambassadeur de l'oncle Ben's et médecin quasi malgré lui, Kouchner entre donc au service de Sarkozy. Voilà qui pourrait surprendre celles et ceux pour qui demeure opératoire le mythe d'un parti socialiste porteur de valeurs progressistes. Qui n'étonnera pas ceux et celles connaissant un peu le bonhomme. Retour sur un parcours politique semé de virages à angles droits, de dérapages plus ou moins contrôlés, de tête-à-queue improvisés au gré des opportunités.

Au début des années 1960, Kouchner est militant du parti communiste. Il ne fait qu'y passer. En mai 1968, âgé de vingt-neuf ans, il anime, pour rire, le comité de grève de la faculté de médecine. Les choses sérieuses commencent quand il part au Biafra et fonde, avec d'autres, Médecins sans frontières (MSF), un nom qui sonne comme une émission de Guy Lux : c'est que le « french doctor » a déjà compris le bénéfice qu'il pouvait tirer d'une forte médiatisation. Aussi s'ingénie-t-il à faire de MSF une machine d'autopromotion personnelle. Pour la touche branchouillo-people, il collabore régulièrement au magazine *Actuel*. En 1979, à la suite d'un conflit avec ses petits camarades, il quitte MSF et crée Médecins du monde, un concurrent direct. Il enchaîne les passages à la télévision, « a star is born », comme on dit, mais ça ne plaît pas à tout le monde, notamment à ceux qui s'entêtent à travailler sur le terrain et trouvent que Kouchner, tout de même, en fait des tonnes. Sur le plan politique, il est nommé secrétaire d'État, puis ministre de la Santé en 1988. De parachutage en parachutage, il tente vainement d'obtenir un mandat législatif, dans le Nord (1988), en Moselle (1994), dans les Bouches-du-Rhône (1996). Cet homme est un grand voyageur. En 1995, il suit Bernard Tapie, son frère en médiatoc, et adhère au parti radical-socialiste. La même année il se prononce en faveur de la réforme Juppé, premier appel du pied à la droite. De 1999 à 2001, il administre le Kosovo en tant que haut représentant de l'ONU. Candidat à la direction du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) puis à la tête de l'Organisation mondiale de la santé (OMC), il se fait jeter à deux reprises. A croire que les gens sérieux ne font que moyennement confiance au Cousteau de l'humanitaire, au BHL du sac de riz. En 2003, Kouchner se prononce en faveur de l'intervention nord-américaine en Irak. Est-ce pour cette raison qu'il est cité, l'année suivante, par le magazine *Times* comme l'une des « cent personnalités les plus puissantes et influentes du monde » (sic !) ? Au plan de la politique intérieure, il défend le contrat nouvelle embauche (CNE) ainsi que la privatisation d'EDF. Au nom des droits de l'homme ? Étrangement populaire, il affirme qu'il serait candidat si des primaires à l'italienne étaient organisées à gauche en vue de l'élection présidentielle. Quelques mois plus tard, il indique qu'il se verrait bien dans un gouvernement d'union nationale, si Sarkozy était élu. Ci fait.

Encore ce rapide portrait passe-t-il sous silence l'un des principaux faits d'armes de ce guerrier de l'humanitaire : le rapport remis à Total, fortement soupçonné d'avoir recours au travail forcé, avec l'aide de l'armée birmane. Pour la modique somme de 25 000 euros, Kouchner se fend de quelques feuillets dans lesquels on peut lire que « Total a toujours été très vigilant vis-à-vis de l'armée birmane, pour empêcher le travail forcé », ou, autre plaisanterie, que la volonté du groupe de se maintenir au Myanmar malgré la dictature (la quasi-totalité des groupes occidentaux ayant fait le choix de s'en retirer) « exprime sa conviction profonde que développement économique et progrès des droits de l'homme vont de pair ». Kouchner eut beau tenter d'encaisser discrètement le chèque, quelques media français relayèrent l'information, s'étonnant faussement de voir le « french doctor » transformé en VRP du puissant groupe pétrolier. Il invoqua alors, non pas le droit d'ingérence (un de ses dadas), mais la nécessité où il se trouvait à l'époque de « gagner sa vie » (re-sic !). Cependant il y a pire encore. Le véritable souci avec un Kouchner ministre des Affaires étrangères du gouvernement Sarkozy, c'est son atlantisme avéré, son pro-américanisme viscéral, et ce petit côté va-t-en-guerre du plus mauvais effet. Comment pensez-vous qu'on puisse être nommé représentant de l'ONU dans un territoire pilonné quelques semaines auparavant par l'OTAN ? Sur recommandation de l'administration nord-américaine. Et comment pensez-vous que puissent être, de Washington, interprétées les gesticulations du seul homme de gauche français favorable à la guerre en Irak ? Dès lors, on comprend ce qui peut le pousser dans les bras de Sarkozy. L'ambition personnelle bien sûr, mais également une vision commune du monde, où il ne ferait pas bon être palestinien, où il serait mal venu d'être Afghan ou Syrien. Avec un chien de garde tel que Kouchner au Quai d'Orsay, nul doute que la vision lepéno-sarkozyste du choc des civilisations connaîtra un essor sans précédent.

Rebecca
groupe libertaire Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

XXIe siècle et syndicalisme

Le grand chambardement gouvernemental actuel a bien obturé tous les médias. Ouverture à gauche du nouveau locataire de l'Élysée, donc passer pour certains du « Marx, Staline, Mao » à la real politique d'un « nouvel engagement ». Faut aussi préparer les législatives du mois de juin où 7 600 candidats se présenteraient pour 577 sièges. Le problème social tient plus que jamais de la société du spectacle de marionnettes. Syndicats, bourses du travail, fédérations professionnelles, coopératives, tout ce qui a servi de grille de lecture au mouvement ouvrier est-il vraiment inopérant en ce début du XXIe siècle ? *

La réception « bon enfant » des organisations syndicales par le Président de la République fait partie de l'opération miroir aux alouettes. Rien ne se fera sans votre accord, mais on fera comme le Medef et moi avons décidé, tel est le véritable message. Une vraie revalorisation du Smic au 1er juillet est à repousser aux calendes grecques, l'exonération des cotisations sur les heures supplémentaires tombera dans les poches du patronat, un contrat unique de travail mettra fin au CDI et précarisera les droits des salariés... la liste est longue !

L'homme qui ne boit que de l'eau veut aller vite et n'attendra pas la rentrée de septembre, c'est dès cet été que le gouvernement veut commencer le casse. C'est pourquoi Laurence Parisot, grande timonière du Medef, veut elle aussi accélérer les choses. Elle a déclaré récemment son intention d'«articuler les discussions en cours entre les partenaires sociaux sur le contrat de travail et l'agenda du gouvernement ». Une réunion devrait même avoir lieu le mardi 29 mai pour faire le point sur un « état des lieux du marché du travail ». On espère bien qu'il y aura des divergences exprimées fortement du côté syndical.

Poser le problème comme le fait la CGT en demandant « qui va prendre le dessus ? La logique financière ou les besoins sociaux et la stratégie du développement de l'emploi et la production ? » ne suffit pas. Énoncer l'évidence ne change pas la réalité. Ce qui reste de mouvement syndical doit se préparer à de rudes batailles. Et ne pas se contenter de vœux pieux tout en préservant les intérêts de sa boutique. Unité dans la résistance, unité dans les luttes, il faut rêver !

Jean-Pierre Germain

* La lecture de *La Coutume ouvrière* de Maxime Leroy, rééditée par nos camarades des Éditions CNT Région parisienne, peut nous remonter le moral, mais ça ne suffit pas!

Quand l'autruche éternue...

Cuisine et intendance

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je? En premier lieu Kouchner, qu'on pensait social-traître et se révèle traître tout court. Paraîtrait qu'il s'est engueulé avec Hollande au téléphone à propos de sa nomination au Quai d'Orsay : **« j'ai pas de boulot, moi ! »**, a vociféré le chômeur. **« J'en ai marre d'être maltraité »**, a-t-il cru bon de rajouter. L'histoire ne dit pas quels supplices lui fait subir la mère Ockrent.

Un qui par contre est content de lui, c'est Galouzeau de Villepin. On eut pu penser qu'un tel départ la queue basse risquait d'affecter son moral, ben pas du tout : **« j'ai eu un parcours totalement satisfaisant, conforme à ce que je pouvais rêver de mieux »**, a commenté le démissionnaire. C'est une bien belle chose que la mémoire sélective.

Autre ravie de la crèche, la môme Parisot : **« Nous sommes tous dans les starting-blocks et impatients de nous mettre au travail. »** Autant dire que dans les cuisines du patronat français on affûte les couteaux, on a bel appétit. Et Seillère, comme ressuscité, de prendre la défense du maître-queue : **« Pourquoi faire reproche à M. Sarkozy d'aller sur un yacht, la reine d'Angeleterre aussi en a un ! »** Ah, dans ce cas...

Quelques problèmes d'intendance subsistent néanmoins, et certains hommes, restés à quai, semblent fort dépités. **« La fidélité n'est pas nécessairement le contraire de la compétence »**, ronchonne Devedjian. Arno Klarsfeld, quant à lui, candidat UMP aux législatives, semble habité d'un doute : **« Je ne pense pas être antipathique. »** Comme on peut se tromper sur soi-même, parfois... Mais pour savoir ce qui nous attend, souvenons-nous surtout de ce que disait Fillon, il ya quelques années, quand Sarko le pressait de lâcher Chirac : **« Le problème avec Nicolas, c'est qu'il veut baiser tout de suite. Il n'y a pas de préliminaires. »** La tonalité générale, comme on dit, est donnée.

A gauche, certains râlent et condamnent les émeutes Anti-Sarko : **« les actions minoritaires ultra-violentes et désespérées, ça n'a jamais été notre truc »**, lâche Besancenot. Oui on sait, vous votre truc c'est les actions majoritaires ultramolles et porteuses d'espoir. Genre la fête à Neu-Neu ? D'autres, telle Clémentine Autain, s'obstinent mais en vain à se projeter dans l'avenir : **« On ne s'en sortira pas en réglant des comptes sur qui a eu le plus tort, qui a été le plus salopard. »** Des noms, des noms ! D'autres encore ne s'en remettent pas : **« la démocratie est parfois un juge amer »**, soupire Dominique Voynet, laquelle semble en connaître un bout en matière d'amertume. Cependant, chez les Verts on a fait l'analyse de cette Bérézina, résumée en une phrase par Cécile Duflot, secrétaire nationale et maître à penser du mouvement : **« Quand on monte au cocotier, il faut veiller à avoir la culotte propre. »** Tout est dit. Les législatives s'annoncent bien.

On rigole, on rigole, en attendant, Marseille a voté massivement Sarko, ce qui peut inquiéter. Gaudin tente de nous rassurer : **« Marseille n'est pas une ville de droite, et pas de gauche non plus. »** Bref, c'est une ville apolitique. Donc de droite.

Frédo Ladrisse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Brèves de combat

Délation chez Mickey

Les syndicats du CE dénoncent la charte de conduite qui devrait entrer en vigueur sur le parc, inspirée des alertes éthiques nord-américaines, et plus particulièrement un article qui invite « chaque salarié qui constaterait ou aurait des raisons de penser qu'une pratique au sein de la société est contraire à une norme ou à une réglementation applicable, à le signaler à la direction juridique ». Il n'est même pas nécessaire d'être témoin d'une irrégularité, il suffit de la soupçonner, tandis que les syndicats n'ont pas droit de regard sur le recueil des informations et son objectif.

Retour de bâton

Descente de flics au local de la CNT à Paris, interdiction d'une manifestation antifasciste à Saint-Michel, 4 manifestants anti-Sarkopen condamnés en correction à 2 mois de prison ferme et pour les autres à plus de 100 heures de travail d'intérêt général. Démarrage en côte !

Darfour

Amnesty International accuse la Chine et la Russie d'enfreindre l'embargo de l'ONU imposé au Darfour en livrant massivement des armes au Soudan, utilisées en violation du droit international. Pour sa part, Médecins du monde ne comprend pas comment l'association Urgence Darfour peut appeler à une intervention armée internationale ou à l'armement d'une faction rebelle pour résoudre un conflit et ne se reconnaît pas dans la lecture qui ferait du Darfour un simple conflit opposant l'islam radical à l'islam modéré, une lecture simpliste et manichéenne.

Chrysler No Futur !

Un fonds d'investissement américain va racheter le constructeur pour une bouchée de pain, tandis que le syndicat uni des travailleurs de l'automobile soutien l'opération !

Brésil et IVG

A la veille de l'arrivée du pape araignée Benoît 16 au Brésil, Lula estime que l'avortement est une question de santé publique, tandis que l'araignée la condamne toujours comme une pratique immorale. L'IVG est toujours illégale au Brésil qui estime le nombre d'avortements clandestins à 200 000 par an.

L'Oréal et Adecco au gnouf ?

La filiale du géant mondial des cosmétiques et les spécialistes du travail intérimaire ont comparu en appel pour avoir écarté les candidates d'origine étrangère d'emplois d'animatrices en grandes surfaces. Cette procédure visant de grandes sociétés cotées en Bourse est une première judiciaire en France, où les poursuites pénales pour racisme dans le monde du travail sont très rares.

Homophobie galopante

Dernier rapport SOS Homophobie : 12 % d'agressions en France en 2006, dont 12 % ont lieu dans les lieux publics, soit le double de l'année dernière. Les agresseurs ont rarement plus de 25 ans et souffrent d'un sentiment d'impunité ; il est donc urgent de procéder à un travail d'éducation dès l'école.

Culs-bénis

L'archevêque de Gênes : « Si le projet du Dico (Pacs à l'italienne) est accepté, alors pourquoi dire non à l'inceste et non au parti des pédophiles hollandais ? » Pour ses déclarations, le prélat a reçu des menaces de mort et vit sous escorte, mais silence au sein de l'église, d'autant qu'une majorité d'Italiens est désormais opposée au Dico. Les menaçants passeront à l'acte ?

SDF Toulouse

Après 4 mois d'occupation sur une place, seules 17 personnes ont obtenu un relogement adapté et 28 occupent toujours le campement en attente d'une proposition, tandis que, avant d'expulser, la municipalité compte sur le pourrissement de la situation. Après l'expulsion de squats, Act-UP Toulouse exige un relogement pour toutes et tous.

L'araignée en Colombie

Les représentants des communautés amérindiennes estiment que la foi chrétienne a été imposée comme un instrument de domination. Le Vatican refuse tout commentaire, estimant qu'une réaction provoquerait de nouvelles réactions. Courageux !

Perquisitions en Allemagne

Der Spiegel révèle que la police a procédé à 40 perquisitions (domiciles privés, centre alternatifs/autonomes, locaux politiques, lieux de travail) à travers le pays avec l'appui de 800 policiers et de l'article 129 « constitution d'une association terroriste ». Celle mise en cause aurait pour but d'empêcher le prochain G8.

Palestine

Les violences dans la bande de Gaza ont provoqué 21 morts et plusieurs dizaines de blessés chez les Palestiniens en une semaine et mettent à mal la cohabitation entre le Fatah et le Hamas, qui avaient mis fin à deux mois d'affrontements meurtriers interpalestiniens menaçant de dégénérer en guerre civile.

Ravages du capitalisme

Deux couples de Roumains ont été interpellés alors qu'ils tentaient de vendre un nourrisson de 2 mois sur le parking d'un hypermarché, près d'Angoulême.

Abstention en Algérie ?

Les Algériens ne semblent pas avoir l'intention de se déplacer dans les bureaux de vote, la plupart d'entre eux ayant une image désastreuse de leurs députés en qui ils ne voient que des profiteurs, il faut dire que les caisses de l'État n'ont jamais été aussi pleines : près de 54 milliards d'euros de réserves de change.

67 ans et demi de prison pour 3 paysans d'Atenco au Mexique

En 2001 et 2002, ils se sont opposés, avec une majorité écrasante des habitants des villages du municipio d'Atenco, à l'expropriation et à la construction d'un aéroport sur leurs terres collectives.

Après leur victoire de juillet 2002 contre l'État mexicain et les multinationales porteuses de ce beau projet, ils se sont solidarisés avec l'ensemble des collectifs de paysans, d'employés et ouvriers, de femmes et d'indigènes qui ont fait appel à leur expérience et leur générosité. Voilà leur crime.

Du côté de l'État, le 4 mai 2006, 2 500 policiers suréquipés étaient jetés sur cette banlieue rurale de México, frappant, cassant les maisons et les crânes, pillant et terrorisant hommes, vieillards, femmes et enfants. Un enfant de 14 ans et un étudiant de 21 ans sont assassinés, à bout portant, par les fonctionnaires de police ; 220 personnes sont arrêtées ; 30 femmes sont violées pendant leur transfert en prison. La hiérarchie avait distribué des préservatifs à la troupe. Une violence contrôlée, hygiénique, en quelque sorte, de la part de ce gouvernement catholique pratiquant.

Pour nous, c'est très clair : nous ne laisserons pas Ignacio, Felipe et Héctor pourrir dans leur prison mexicaine ! Nous exigeons la libération de tous les détenus politiques d'Atenco, de l'Autre Campagne et du Mexique.

Qui sont les vrais utopistes ?

Lettre ouverte à tous ceux qui espéraient éviter la catastrophe en votant Ségolène Royal

Thierry Périssé

Terrassés ! Je vous vois terrassés, vous qui avez cru en la victoire de Ségolène Royal. Comme mon marchand de journaux que je suis allé voir l'autre jour. Il était triste, abattu, désespéré. Je lui ai demandé ?

« – Ça va pas ?
– Non.
– Qu'est-ce qui t'arrive ? T'es malade ?
– Non.
– T'as des problèmes de fric ?
– Oh ça, ça ne change pas.
– Ta femme t'a quitté ?
– Non.
– Alors ?
– C'est politique. »

Évidemment, il voulait dire qu'il ne se remettait pas de la victoire de Sarkozy à la présidence de l'État. Comme vous, et comme d'autres de mes amis, qui avez voté aussi pour Mme Royal. Vous avez la gueule de bois. Comme si l'arrivée à l'Élysée de la candidate socialiste aurait permis d'éviter une catastrophe. De ça, vous en étiez tous persuadés : voter Royal, c'était barrer la route au fascisme. Vraiment ? Vous me semblez bien naïfs de penser comme cela. Sur la forme, certes, il y avait des différences entre les deux candidats, mais sur le fond ? Leurs programmes étaient-ils si différents ? Peut-être avez-vous été bluffés par les médias qui vous ont fait croire qu'il y avait deux choix de société, qu'on était revenu à un clivage droite-gauche salutaire. Mais à bien regarder les programmes, les écarts sont minimes. Comme si vous aviez eu le choix entre deux bouteilles d'eau : une d'Évian et l'autre de Vittel. Ça reste toujours de l'eau, non ?

Prenons quelques exemples. Royal, comme Sarkozy, a axé sa campagne sur le sécuritaire et le respect des valeurs de la République. On peut même dire qu'elle est allée plus loin que l'ex-ministre de l'Intérieur, puisqu'elle proposait de stopper la délinquance en créant des centres éducatifs encadrés militairement pour les jeunes délinquants et en mettant sous tutelle les allocations familiales de leurs parents. Rétablir la civilité fut aussi l'un de ses leitmotiv. Plus d'éducation civique à l'école, des transports sécurisés et la création d'une police de quartier pour mieux assurer la sécurité quotidienne (plus de flics donc). Rien sur les causes profondes des émeutes urbaines et des actes d'incivilité en général. De la répression et des mesures sociales qui ne sont que du saupoudrage.

Dans les domaines économique et de l'emploi, Sarkozy explique que le travail est le moteur de la croissance, que, pour lutter contre le chômage, il faut permettre aux PME d'investir, baisser les impôts des sociétés et soutenir certains secteurs industriels. La candidate du PS ne disait pas l'inverse. Pour résoudre la crise de l'emploi, place à la croissance (au moins de 2,5 %), aide également à l'investissement des entreprises, à la création de sociétés et des baisses d'impôts aussi pour les PME. Pas de remise en cause du libéralisme. Vive la croissance et le capitalisme ! Vous voyez une différence, vous ? D'autant que, pour avoir plus de croissance, les entreprises doivent produire plus, donc consommer plus d'énergie et bousiller davantage la planète. Et puis les produits, il faut les vendre, donc inciter les Français à acheter davantage. Et vive la société de consommation ! De la pub partout et des déchets aussi, dont il faut se débarrasser dans des usines qui ont elles aussi besoin d'énergie pour tourner. Révolutionnaire tout ça, non ? Rien sur la décroissance, absolument nécessaire aujourd'hui. Mais vous pourriez me dire que la rivale de Sarkopen au second tour proposait aux entreprises de produire sans polluer et que son programme de protection de l'environnement était vachement bien. Ah ? Voyons ça de plus près. Dans son programme, pas d'arrêt du nucléaire, la promotion des énergies renouvelables, mais pour atteindre

20 % de la consommation en… 2020 et la création d'un poste de vice-Premier ministre chargé du développement durable. Oui, on aurait vraiment changé de société, vous ne croyez pas ?

Et tout ça alors aurait-il permis de créer des emplois ? Malheureusement non. Ceux qui ont du travail travailleraient plus (c'est déjà le cas). Sarkozy a fustigé les 35 heures et Royal a aussi affirmé qu'elles devaient être aménagées. Place donc aux heures supplémentaires, là-dessus, ils sont tous les deux d'accord. Et quant aux retraites, la présidente de la région Poitou-Charente a reconnu qu'il fallait réformer les régimes spéciaux, ce que va faire l'ancien patron de l'UMP. C'est mon pote Carmélo qui aurait été content. Lui, le cheminot qui a commencé à conduire des trains à vingt ans, il est déjà complètement usé. Pourquoi ? Parce que travailler à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, ça bousille l'organisme et le sommeil. Ce n'est même pas le système des trois huit des usines. Essayez, vous verrez c'est super. Par contre, Mme Royal s'est bien gardée de toucher au lobby militaro-industriel de la France et au statut des militaires. Vous savez que ces gens-là peuvent partir à la retraite au bout de vingt ans de bons et loyaux services. Ils vont alors toucher une pension et peuvent continuer à travailler dans la fonction publique ou le privé. Une pension plus un salaire, pas mal, non ? Ce n'est pas un régime spécial, ça ? Enfin, en matière d'immigration, les deux candidats étaient d'accord. Empêcher par tous les moyens les étrangers des pays pauvres de venir chez nous et, pour les clandestins, régularisation au cas par cas. Les autres, retour au bercail par charter.

Si vraiment vous avez pensé qu'avec Royal on pouvait avoir une autre France, une France solidaire, où les libertés seraient respectées et les inégalités sociales réduites, alors, oui, vous êtes naïfs et utopistes. Mais peut-être que tout cela vous le saviez. Et pourtant, vous avez mis son bulletin dans l'urne. Pourquoi ? Par conviction pour son programme ? Sûrement pas. Vous pouviez vous abstenir alors. Quoi ? Ne pas voter ? Ah ça non ! C'est pire que tout. Le droit de vote c'est une conquête politique. Pourtant vous savez que les candidats font des promesses qu'ils ne tiennent pas. Oui, mais il fallait barrer la route à Sarko. Royal plutôt que Sarkozy. Si je comprends bien, c'est un vote par défaut, car ne pas voter vous fait peur. C'est être irresponsable, pensez-vous. Pourtant, il n'y a rien de plus faux. Nous les anarchistes avons appelé à l'abstention. Pas pour aller à la pêche à la truite, non. Pas par principe non plus. Voter, pourquoi pas, mais à condition que nous, électeurs, nous élisions le candidat sur un mandat précis et non sur des promesses, que ce candidat soit contrôlable et révocable à tout moment. Qu'il rende des comptes donc.

Et puis sachez que ne pas voter, ce n'est pas le vide. Les anarchistes ont un projet de société. Nous sommes bien loin de l'image d'Épinal véhiculée par les médias. Des femmes et des hommes allergiques à toute organisation, prêts à tout détruire en lançant des bombes. Oui, nous avons un projet de société, fondé sur la solidarité, la liberté, l'égalité sociale et économique. Un projet qui a pour but l'éradication du capitalisme, car il n'existe pas de capitalisme à visage humain ou de capitalisme social. Notre projet n'est pas communiste non plus. Les communistes autoritaires ou marxistes, quand ils se sont imposés, ont mis en place un capitalisme d'État qui a supprimé toutes les libertés. Le projet anarchiste est un projet où l'humain a toute sa place. Il s'appuie aussi sur des expériences historiques. C'est une véritable révolution sociale. Elle se construit jour après jour (nous n'attendons pas le Grand Soir) par l'auto-organisation dans les entreprises, dans les quartiers, les villes, sans hiérarchie. Les habitants, les ouvriers, les employés, quel que soit le lieu où ils se trouvent, prennent les décisions ensemble en assemblée générale. Ne croyez-vous pas qu'il est temps pour vous et pour nous de prendre enfin en main notre destin ?

T. P.

Train jaune à la SNCF !

Suite aux grèves de contrôleurs en mai 2006, la SNCF a créé une « cellule service public » chargée de constituer un réseau d'agents volontaires pour accompagner les trains (après une petite formation et quelques habilitations) et de les présenter aux services opérationnels chaque fois que nécessaire. En clair, un réservoir à jaunes. Environ 170 ont répondu à l'appel du clairon ! Mais les fayots sont souvent cossards et la direction regrette que, lors des derniers préavis, seuls 50 se soient effectivement rendus disponibles.

Eu égard aux tensions prévisibles à court terme (dixit la direction), une récente piqûre de rappel a été largement diffusée pour doubler ce bataillon de jaunes et en exiger plus d'assiduité. Décomplexée, elle cible en particulier les jeunes recrues cadres, dont on imagine qu'on leur fera comprendre que ce type d'engagement « volontaire » sera apprécié lors du commissionnement (c'est-à-dire l'embauche définitive, après deux ans de période possiblement précaire). Et la direction de prévenir qu'on est susceptible d'avoir besoin d'eux dans les jours à venir et que l'accompagnement de trains sera prioritaire sur les autres missions professionnelles.

Pour refuser des augmentations ou de meilleures conditions de travail aux agents de train (majoritairement exécution ou maîtrise), la SNCF est donc prête à payer le jaune au prix du cadre et à planter le boulot des cadres ainsi distraits. Et ça prétend « donner au train des idées d'avance »…!

L. G

Québec
Éducation et classes sociales

A part quelques différences superficielles, nous constatons que les fondements de l'éducation en Amérique du Nord ressemblent franchement à ceux en France et ailleurs. Ici, une militante du Réseau anarchiste en milieu étudiant (le Rame) expose les fondements d'un système soi-disant égalitaire au profit des classes dominantes et de l'économie capitaliste depuis ses origines.
Les relations internationales de la FA vous présentent le Rame, réseau libertaire étudiant et lycéen au Québec. Le Rame s'est créé au cours de l'été 2006 et œuvre à fédérer les anarchistes et la pensée libertaire en milieu étudiant.
Au-delà des actions dans la sphère étudiante, le Rame est mobilisé contre l'impérialisme et les guerres d'occupation. Ses membres militent contre l'occupation et la guerre canadiennes menées en Afghanistan et combattent l'armée canadienne lorsque celle-ci installe des stands de recrutement.
Un deuxième axe de lutte actuel est l'antiélectoralisme face aux prochaines élections provinciales au Québec. Cette lutte se concrétise autour d'une campagne commune avec la Nefac (North-Eastern Fédération of Anarcho-Communists) au Québec et s'intitule « Moi, je vote pas ! ».
Des étudiants, lycéens, ou autres personnes souhaitant entrer en contact avec le Rame, peuvent écrire à rame@resist.ca. Le réseau est aujourd'hui présent dans les villes de Québec, Montréal et Sherbrooke, mais souhaite se développer à travers le Québec

Le secrétariat aux relations internationales de la Fédération anarchiste

Marina

UN BREF APERÇU des fondements du système d'éducation[1]. Un peu partout, on tente de nous faire croire que le système d'éducation est une merveille sortie tout droit des bureaux d'un gouvernement bienveillant et protecteur. Cependant, si on s'attarde sur les origines et les racines de ce système, on peut constater que la réalité est tout autre.

Le modèle de l'éducation dite moderne a été élaboré lors de la révolution industrielle, dans le dessein de répondre aux nouveaux besoins des dirigeants, c'est-à-dire fournir une force de travail bien formée mais docile, obéissante et uniforme. Le conformisme, la mémorisation et la soumission à l'autorité sont ainsi devenus des piliers du système d'éducation et ont été combinés afin d'entraîner les étudiants à concevoir les inégalités et la compétition comme étant normales. De cette façon, le système d'éducation constituait (et constitue encore) un moyen pour former des travailleurs et des travailleuses habitués au rendement et à la servitude, parfaitement adaptés au système capitaliste en place.

De leur côté, les privilégiés pouvaient bénéficier d'une éducation bourgeoise, considérée comme supérieure et de meilleure qualité, destinée à former la prochaine classe dominante mais aussi à faire accepter les valeurs du système. Cette situation est décrite ouvertement par la Commission d'éducation Rockefeller, impliquée dans la création de nombreuses écoles publiques en Amérique du Nord au cours du XIXe siècle : « Nous rêvons que… la populace se soumette à nos mains modeleuses avec une parfaite docilité […] Nous ne devons pas tenter de faire de ces gens des grands philosophes, savants, écrivains, avocats, docteurs ou politiciens, dont nous disposons en nombre suffisant. »

La structure du système fait donc en sorte que les enseignant et enseignantes, les étudiants et étudiantes, soient perpétuellement confinés dans un rôle de boulons dans une immense machine sur laquelle ils n'ont aucun contrôle. En ce sens, le célèbre philosophe et éducateur John Dewey déclarait que « chaque enseignant devrait prendre conscience qu'il est un serviteur social réglé pour assurer le maintien de l'ordre social en place ». Autrement dit, les grands patrons, main dans la main avec le gouvernement, ont bâti un système d'éducation qui enseigne juste assez d'informations pour que les futurs travailleurs puissent exécuter le rôle qui leur est réservé, mais pas assez pour qu'ils développent un questionnement de l'ordre social[2].

Marina est membre du Rame: http://rame.koumbit.org

Tant et aussi longtemps que le pouvoir reste concentré dans les mains d'une élite, le système d'éducation est condamné à servir les intérêts de ces privilégiés et à perpétuer leur domination à différents niveaux.

« De chacun selon la capacité à chacun selon le besoin »

Un exemple bien connu de ce contrôle est le pouvoir que l'Église catholique a exercé sur le système d'éducation québécois jusqu'aux années 1960. D'autre part, le système d'éducation s'est aussi révélé être un outil au service du colonialisme culturel, qui pousse un groupe à perdre sa culture d'origine au profit d'une autre qui lui a été imposée. Les pensionnats pour autochtones, mieux connus sous le terme anglais « residential schools », en sont un exemple frappant. Pendant plus d'un siècle, des milliers d'enfants autochtones furent enlevés de leur milieu familial et de leur communauté pour être forcés à vivre dans des écoles catholiques visant à les assimiler et à leur inculquer des « valeurs modernes », bien évidemment occidentales et capitalistes, tout cela sans compter les nombreux abus que vécurent ces enfants.

Tant et aussi longtemps que le pouvoir reste concentré dans les mains d'une élite, le système d'éducation est condamné à servir les intérêts de ces privilégiés et à perpétuer leur domination à différents niveaux.

De nos jours, la domination des politiques néolibérales sur le système d'éducation – qui se traduit notamment par les hausses de frais, la privatisation et l'influence grandissante des entreprises privées sur les écoles — nous montre une nouvelle facette d'un problème dont les fondements demeurent inchangés. Ainsi, encore aujourd'hui, l'éducation postsecondaire demeure un privilège réservé plus souvent qu'autrement aux enfants des classes moyennes ou aisées, sans compter le racisme et le sexisme institutionnalisés, qui contribuent à rendre cette éducation encore plus inaccessible pour les groupes marginalisés de la société.

Manifestement, les coûts de plus en plus élevés des études « supérieures » sont une embûche de taille pour plusieurs personnes. Et quand un étudiant issu de la classe ouvrière tente de poursuivre ses études en ayant recours à l'aide financière gouvernementale (prêts et bourses), il ou elle est souvent contraint de traîner le fardeau d'une dette d'étude qui l'enchaînera à l'esclavage salarié. De cette façon, le régime des prêts et bourses actuel renforce les inégalités qui existent au sein de la société. Cependant, bien que la gratuité scolaire représenterait une amélioration considérable pour l'accessibilité aux études, les enfants et personnes pauvres n'auraient quand même pas les mêmes chances de réussir à cause de l'environnement social différent.

Par ailleurs, le système capitaliste continue à influencer le contenu de l'éducation, désormais considérée comme étant un bien de consommation. Alors que plusieurs directeurs d'universités se considèrent comme des présidents d'entreprise et que l'on voit apparaître des marques comme McGill Inc (NDLR: université anglophone prestigieuse à Montréal), les fondations et les donateurs privés, dotés de grands pouvoirs financiers, influencent les conseils d'administration des écoles au niveau du contenu de l'enseignement, de quels projets de recherche seront subventionnés (selon ce qui pourrait rapporter le plus de profits), de quels pavillons seront rénovés (et donc de quels programmes pourront par la suite accepter davantage d'étudiants), et plus encore. Ainsi, un vaste choix de main-d'œuvre spécialisée est fourni gratuitement aux entreprises, souvent dans des secteurs très spécifiques – génie et autres sciences technologiques – dont le marché a besoin à cause de leur potentiel à engendrer des profits, tandis que des disciplines « moins utiles » (ou, en d'autres termes, moins profitables) telles que les études féministes ou autochtones, ou les arts et les sciences humaines en général, sont mises de côté. Bref, une institution qui prétend faire avancer les savoirs dans tous les domaines et de les rendre accessibles pour le bénéfice de toute la société se révèle encore et toujours être un centre de recherche et de formation des futurs employés pour le compte des entreprises privées.

Présentement, le droit à l'éducation (s'il existait) se traduirait concrètement en droit de se soumettre à l'ordre établi. Pour que le système d'éducation devienne juste et égalitaire, il faut le changer radicalement. Mais ce changement peut-il vraiment subvenir à l'intérieur du capitalisme, où le système d'éducation est conçu pour reproduire les inégalités qui dominent l'ensemble de la société? Nous ne croyons pas. Les réformes peuvent créer l'illusion d'une plus grande égalité, mais c'est plutôt à la racine des problèmes qu'il faut s'attaquer afin de les résoudre pour de bon.

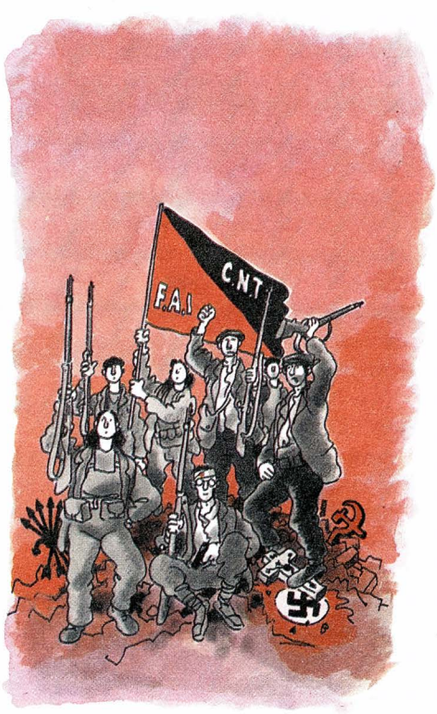
Malgré tout, il existe des solutions et des alternatives. Il est non seulement possible mais essentiel de créer un système d'éducation véritablement démocratique et accessible, au sein duquel les gens pourront exercer un réel contrôle sur leur propre processus d'apprentissage et où la créativité ne sera pas muselée par les normes monotones qui nous préparent à une vie d'esclave salarié bonasse et obéissant au service du système. Pour ce faire, il est nécessaire de provoquer un changement social qui brisera le moule capitaliste qui nous a été imposé, tant au niveau de l'éducation que dans tous les autres domaines. M

1. Le Rame est un collectif bilingue qui publie deux bulletins: *La Marmite* et *The Boiling Point*. Cet article est paru dans le n° 1 (automne 2006) du *Boiling Point* et a été traduit pour *La Marmite* par les soins du Rame.

2. Les citations qui précèdent sont tirées du livre *The Underground History of American Education: An Intimate Investigation into the Problem of Modern Schooling* de John Taylor Gatto. Il est disponible en ligne sur le site de l'auteur au http://www.johntaylorgatto.com/chapters/index.htm

À la mémoire des résistants espagnols du plateau des Glières

Daniel Pinós



JUSTE AVANT de gravir la dernière marche vers le pouvoir suprême, Nicolas Sarkozy avait besoin d'un symbole fort, c'est pour cela qu'il a choisi d'inaugurer, vendredi dernier, ce qui sera dorénavant sa « Roche de Solutré » et le lieu de pèlerinage de sa présidence : le plateau des Glières, en Haute-Savoie. Il reviendra chaque année dans ce qui fut la place forte de la résistance à l'envahisseur nazi, là où 465 maquisards menèrent la bataille contre 10 000 soldats allemands et les troupes de la milice de Vichy. Nicolas Sarkozy veut faire de ce plateau – où, dit-il, « on a résisté à mains nues contre l'envahisseur et contre les Français qui avaient trahi l'idée de la France » – le lieu de célébration de « l'identité nationale ».

À la fin de janvier 1944, l'armée secrète de Haute-Savoie décida, sur ordre de Londres, de concentrer des troupes sur le plateau des Glières, à 20 kilomètres d'Annecy, de 1 450 mètres à 4 000 mètres d'altitude, avec l'objectif de créer un territoire libéré. C'est ainsi que naquit la légende des Glières. Le 31 janvier 1944, depuis Londres, la BBC proclamait : « Trois pays résistent en Europe : la Grèce, la Yougoslavie et la Haute-Savoie ! »

C'est dans cette zone montagneuse, parsemée de chalets, que se concentrèrent les 465 combattants. Parmi eux, il y avait 56 jeunes guérilleros espagnols qui formèrent la section « Èbre », en souvenir de la bataille du même nom, lors de la guerre civile espagnole. Anarchistes, communistes ou socialistes, ils étaient sous le commandement de Miguel Vera, un officier de l'armée républicaine. Parmi eux, il y avait mes deux oncles, Gabriel Pinós Regalado et José Barrieras Tierz, tous deux membres du syndicat révolutionnaire espagnol CNT (Confederación Nacional del Trabajo) et du groupe de résistants FTP (Francs-tireurs et partisans) « la Vapeur ».

Ces républicains espagnols avaient rejoint les maquis français après avoir combattu durant trois années en Espagne dans les troupes républicaines ou les milices ouvrières contre les troupes du général Franco appuyées par les armées hitlériennes et mussoliniennes. Ces 56 guérilleros espagnols avaient rêvé d'une autre Espagne, d'une Espagne libérée du joug de l'oligarchie et de l'Église catholique, d'une Espagne libre et fraternelle. Hélas, la victoire des nationalistes et de Franco fut une victoire totale, sans pardon et sans espoir de réconciliation. Pour les républicains, il n'y eut alors pas d'autre issue que la soumission totale, la prison, la mort ou l'exil…

À la joie, la vitalité et à l'enthousiasme immense qui régnèrent durant la révolution espagnole succéda la détresse des réfugiés, dépossédés de leurs armes et parqués honteusement, à même le sable, dans les camps de concentration français du Sud-Est. À leur libération de ces camps, de nombreux Espagnols choisirent de s'enrôler dans des compagnies de travail, puis ils intégrèrent les unités militaires françaises. En 1940, ils furent parmi les premiers à subir l'offensive allemande. Les pertes espagnoles se chiffrèrent par milliers. 10 000 Espagnols furent déportés en Allemagne en tant que prisonniers, mais le gouvernement de Vichy refusa de les reconnaître comme prisonniers de guerre français. Les Espagnols subirent l'internement à Auschwitz, Mauthausen, Buchenwald et Dachau. L'immense majorité d'entre eux mourut dans ces camps de concentration.

Dès le début de l'occupation allemande, les réfugiés espagnols furent au centre de la

politique d'exclusion du gouvernement de Vichy. Ils restèrent soumis à une vigilance constante, tant de la part des autorités françaises que de l'occupant allemand. C'est à partir de 1942 que la résistance commença à s'organiser. Les républicains s'engagèrent massivement dans les trois grandes zones de maquis : le réduit des Alpes, le Massif central et tout le long des Pyrénées. Leur participation fut très importante lors de multiples actions de sabotage, dans les attentats et les filières d'évasion. À la fin des hostilités, en 1945, on comptait 50 000 Espagnols ayant prit part à la libération de la France.

Mon père et mes deux oncles devinrent bûcherons et intégrèrent une compagnie de travail, à Aime, en Savoie. En 1943, ils furent arrêtés par les Allemands et contraints de travailler aux ouvrages de construction du Mur de l'Atlantique, dans l'organisation Todd. À la suite de leur évasion, ils s'engagèrent dans le maquis savoyard, au sein du groupe « la Vapeur », pour éviter la déportation en Allemagne et reprendre le combat contre le fascisme qu'ils avaient commencé en juillet 1936. Les Espagnols étaient appréciés pour leur combativité et leur expérience acquise, durant la guerre d'Espagne, dans le maniement des armes.

En janvier 1944, au plateau des Glières, la section Èbre se trouvait dans le secteur du Petit-Bornand où elle avait le contrôle de deux voies d'accès très importantes. Sur ordre du lieutenant Tom Morel – le chef des maquisards du plateau célébré par Nicolas Sarkozy, vendredi dernier –, la section Èbre attaqua une compagnie de gardes mobiles. Tom Morel perdit la vie lors des combats aux côtés des républicains espagnols. Il y eut beaucoup de morts parmi les collaborateurs de Vichy, cinquante d'entre eux furent faits prisonniers, puis on leur rendit leurs armes sur ordre du commandement central de la Résistance.

Les autorités de Vichy donnèrent alors l'ordre de déloger le réduit des Glières ; à la mi-février, un détachement de la Milice déclencha les combats, mais il fut défait par les maquisards.

C'est alors que les autorités allemandes décidèrent d'intervenir. 8 000 Allemands firent irruption dans la région avec des mortiers, des pièces d'artillerie et des avions. Plusieurs centaines de miliciens de Vichy et des policiers les rejoignirent. Plus de 10 000 hommes s'apprêtaient à attaquer 465 maquisards armés de fusils. L'offensive principale s'effectua contre la section Èbre et les sections françaises. Les maquisards se comportèrent avec un courage extrême, mais il leur fut impossible de s'opposer à la puissance de feu des assaillants. Malgré tout, sans abris sous les bombardements, sans vivres et sans réserves de munitions, ils résistèrent quatre jours.

Mes oncles firent le choix d'un itinéraire très escarpé pour se retirer du plateau, cela leur permit de rester en vie. Les résistants qui voulurent emprunter des chemins plus balisés furent capturés, puis exécutés. L'ultime résistance, le déploiement et la persécution finale firent de nombreux morts, entraînèrent des quantités de détentions, des tortures et de nombreuses exécutions. La bataille causa la mort de 155 maquisards, parmi lesquels cinq Espagnols. 175 résistants furent faits prisonniers, six d'entre eux étaient espagnols. La barbarie nazie assassina, après les avoir torturés, presque tous les prisonniers. Sur les six Espagnols arrêtés, un seul survécut ; ceux qui parvinrent à échapper aux persécutions combattirent dans le maquis jusqu'à la Libération. Certains d'entre eux furent les auteurs de la libération de plusieurs villes et villages de Savoie.

Selon Charles Tillon, chef des FTP, plus de 4 000 Espagnols participèrent aux combats pour la libération de Paris. 20 % des 16 000 soldats de la 2e division blindée du général Leclerc étaient Espagnols. La 9e compagnie, qui entra la première dans Paris par la porte d'Italie, était composée en majorité d'Espagnols. Les chars blindés qui les transportaient avaient pour noms : *Madrid, Guadalajara, Guernica, Don Quijote*... Après la bataille de Paris, des Espagnols participèrent également à la libération de Toulouse, Angoulême, Poitiers, Bordeaux, Montpellier, Montélimar, Valence, Avignon, La Rochelle, Saint-Nazaire, Lorient et de tant d'autres villes...

« [...] Les Espagnols tombés ici en se souvenant des champs de l'Èbre et du jour où la Révolution vida les monts-de-piété de tout ce que les pauvres y avaient engagé [...] Peu importe nos noms que nul ne saura jamais. Ici, nous nous appelons la France. Et quand nous étions en Espagne, nous nous appelions l'Èbre, du nom de notre dernière bataille [...] » Ce texte est extrait du discours historique d'André Malraux inaugurant la nécropole des Glières, en septembre 1973.

C'est alors que me reviennent en mémoire les propos tenus par Nicolas Sarkozy durant sa campagne présidentielle, notamment l'usage systématique des idées du Front national pour accuser les étrangers des malheurs de la France. Nicolas Sarkozy a installé la question de l'immigration au centre de son programme politique, en la liant au thème de l'identité française. De ce fait, il y aurait une menace venant de l'extérieur qui viendrait « dénaturer » l'identité française, considérée comme homogène historiquement. C'est une thématique très ancienne portée par l'extrême droite depuis la fin du XIXe siècle. Et c'est du plateau des Glières, là où le sang des défenseurs de la liberté contre la barbarie fasciste a été versé, que Nicolas Sarkozy voudrait faire un symbole de l'identité nationale...

« Ce n'est pas la patrie française qui est en danger, ni la liberté de la France qui est en jeu, c'est la liberté, la culture et la paix mondiale. » C'est en ces termes que Francisco Ponzán « François Vidal », un militant de la CNT espagnole qui était à la tête d'une des principales filières d'évasion, la filière Pat O'Leary, expliqua les raisons de son engagement dans la Résistance.

Nicolas Sarkozy a la mémoire courte. Libertaires, égalitaires et fraternitaires, les guérilleros espagnols de la section Èbre et les maquisards des FTP engagés aux Glières ne se battaient pas pour l'identité nationale mais pour libérer l'Europe du joug fasciste. Ils étaient engagés dans un combat qui avait pour but la construction d'un monde fraternel où toutes les inégalités et les exploitations devaient disparaître. Les étrangers qui se trouvaient en France lors de la guerre sont entrés tout naturellement dans la Résistance pour poursuivre là le combat contre une idéologie qu'ils rejetaient. Sans doute étaient-ils plus clairvoyants et plus combatifs, parce que eux et leur famille savaient déjà par expérience ce qu'était la dictature.

Pour eux, la libération de la France n'était que le premier pas vers la libération de leur

Ces combattants espagnols du plateaux des glières ne se battaient pas pour une quelconque identité nationale, mais bien pour la libération de tous les peuples du joug fasciste, dans un esprit internationaliste.

propre pays. La plupart d'entre eux étaient des ouvriers et des paysans, leurs préoccupations étaient très éloignées des préoccupations d'un homme politique nationaliste et ultraconservateur, d'un démagogue populiste comme Nicolas Sarkozy. Celui-là même qui a repris le programme du Medef durant sa campagne, celui qui s'apprête à faire de nouveaux cadeaux fiscaux aux entreprises, qui s'apprête à privatiser de nouveaux services publics et à mettre en place des mesures antisociales et sécuritaires. Celui, enfin, qui s'est livré, en tant que ministre de l'Intérieur, à la chasse aux enfants étrangers sans papiers.

Sur les quelque 42 millions d'habitants que comptait la France métropolitaine à la veille de la Seconde Guerre mondiale, il y avait environ 2,2 millions d'étrangers. Or, dans les heures sombres de la résistance au nazisme, beaucoup d'entre eux ont occupé une place décisive. Immigrants économiques ou réfugiés politiques fuyant l'avancée des fascismes, ils se sont souvent mêlés aux femmes et aux hommes de leur pays d'accueil pour résister à son occupation.

Venus en France pour des raisons économiques ou politiques, les étrangers se sont battus pour un pays qui les avait accueillis, parfois, hélas, très mal accueillis. Ce fut aussi le cas de nombreux combattants africains et maghrébins issus des colonies, simples sujets de l'empire français. La résistance de ces milliers d'étrangers, souvent anonymes, fut longtemps effacée d'une mémoire et d'une histoire qui se voulaient exclusivement nationales. La part des étrangers dans la libération de la France reste encore méconnue. Tchèques, Hongrois, antifascistes allemands, italiens et espagnols, Juifs d'Europe de l'Est fuyant les pogroms, « coloniaux » d'Afrique et d'Indochine, ils se sont battus aux côtés des résistants et des soldats français. Dès la prise du pouvoir du gouvernement d'union nationale dirigé par le général de Gaulle, au nom du patriotisme et de l'identité nationale, la participation étrangère fut occultée et elle le reste toujours quand on lit le discours de Nicolas Sarkozy au plateau des Glières.

Le combat mené par les guérilleros de la section Èbre et des milliers de combattants étrangers anonymes, durant la Résistance, fut un facteur d'intégration après-guerre. La plupart de ces hommes n'ont jamais quitté la France, ils y ont fondé une famille et ont traversé souvent mille difficultés pour en acquérir la nationalité. Ils maintiennent avec ce pays le rapport amoureux à une maîtresse ingrate qui n'a de cesse de les engloutir dans l'oubli, comme le fait aujourd'hui Nicolas Sarkozy.

À l'heure où retentissent, depuis les plus hautes sphères du pouvoir, de nouveaux cris de haine contre les étrangers, où la recrudescence des thèses xénophobes s'enracine une fois de plus dans la crise, nous avons le devoir de lutter contre l'oubli. C'est pourquoi, en tant que fils et neveu de résistants espagnols, je voulais rappeler la participation et le sacrifice des guérilleros espagnols dans les combats de janvier 1944, au plateau des Glières. **D.P.**

Certains, qui, en 1943, portaient l'uniforme de la milice, contribuèrent fortement après la guerre à forger l'identité nationale. Ici Pierre Sabbagh, qui créera le premier journal télévisé de la RTF en 1949.

Vous avez dit « socialistes » ?

De Jules Guesde à Bernard Kouchner

Maurice Rajsfus

Au temps du Front populaire, alors que l'immense mouvement de grèves de juin 1936 arrachait des conquêtes sociales que le gouvernement de Léon Blum n'avait pas mis à son programme, on moquait gentiment ses amis avec la célèbre expression « socialistes en peau de lapin »

Il y a bien longtemps qu'il n'est plus question de s'interroger sur la moralité politique de nos socialistes français. Certains nous expliquent même tranquillement que l'heure serait venue, pour le PS, de faire son *aggiornamento*, à l'instar des sociaux-démocrates allemands qui, en 1959, avaient intégralement renié leur passé au congrès de Bad-Godesberg. Au sein même du PS, nombreux sont ceux qui tournent leur regard vers les travaillistes britanniques qui n'ont pas hésité à renvoyer dans les poubelles de l'histoire le passé des luttes des syndicats auxquels ils étaient étroitement liés.

La guerre fraîche et joyeuse

L'histoire du parti socialiste, en France, est émaillée de ces trahisons qui ont fait sa triste gloire. Tout d'abord, il ne faut jamais oublier que, jusqu'à l'assassinat de Jean Jaurès, le 31 juillet 1914, les dirigeants de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) affirment qu'ils s'opposeront par tous les moyens à la guerre qui menace – y compris par le recours à la grève générale. Il en va de même des socialistes allemands. Pourtant, dès la mobilisation générale, décrétée le 1er août 1914, les socialistes français vont changer de cap. A partir du 23 août 1914, ils vont même participer au gouvernement d'« Union sacrée » de Viviani, tandis que les députés socialistes vont voter massivement les crédits de guerre[1].

Au travers d'un discours cauteleux, on explique au bon peuple que le Grand Soir est renvoyé à l'après-guerre. C'est sans doute ce que voulait exprimer la chanson d'un auteur inconnu, datée de la mi-août 1914:

« Quand les prolos reviendront
Tous pour l'Internationale
Résolument travailleront
Quand les prolos reviendront
Ils construiront la Sociale… »

Des socialistes éminents, comme Jules Guesde et Marcel Sambat, siègent au gouvernement de guerre, bientôt rejoints par Albert Thomas, qui sera nommé ministre de l'Armement, en 1915. Quelques rares parlementaires de la SFIO – considérés comme traîtres – se retrouveront aux conférences antiguerre de Zimmerwald (septembre 1915) et Kienthal (mars 1916). De leur côté, la ligue spartakiste et une trentaine de députés socialistes allemands vont voter contre les crédits de guerre. Dans cette circonstance, il convient de rappeler le cri lancé par Karl Liebknecht, au Reichstag: « L'ennemi est dans notre pays! », qui n'est guère entendu par les socialistes français.

Il ne faut pas s'étonner de l'hostilité d'une partie notable de la SFIO à la Révolution russe, dans le même temps que Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg sont assassinés à Berlin, le 15 janvier 1919, par une police aux ordres du ministre socialiste de l'Intérieur Gustav Noske.

Le récent passé cocardier de la SFIO ne peut que laisser des traces et, lors de son congrès à Strasbourg, à la fin du mois de janvier 1920, la décision est prise de se retirer de la IIe Internationale au prétexte que « le parti socialiste ne peut demeurer dans une organisation internationale où l'Allemagne n'est plus représentée que par des socialistes complices du Kaïser… ». Oubliée l'Union sacrée, pratiquée en France de 1914 à 1918.

Il faudra attendre les menaces fascistes, après la tentative de coup de force des mouvements d'extrême droite, le 6 février 1934, pour que la SFIO envisage de revenir timidement à ses origines. Ce sera, avec le Front Populaire, la victoire aux élections législatives de mai 1936, mais ce sont les grèves de juin qui permettront les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives, etc. Il n'empêche, au plus fort du mouvement, Léon Blum évoquera la nécessaire « pause sociale », dans le même temps que Maurice Thorez expliquait aux masses laborieuses: « Il faut savoir terminer une grève! »

De la « non-intervention » à Vichy

Les mauvaises habitudes reprennent rapide-

ment de la vigueur. Ainsi, lorsque, le 18 juillet 1936, les généraux espagnols entreprennent d'assassiner la démocratie et que les républicains avec, à leur tête, de nombreux combattants anarchistes décident de faire front, le gouvernement de Léon Blum décide d'adhérer au pacte de non-intervention, alors que, rapidement, Hitler et Mussolini vont soutenir Franco en lui fournissant des armes, des soldats et le soutien de l'aviation.

Nos socialistes sont frileux mais la peau de lapin ne les protège guère de la peur panique qui les habite. Ainsi, en septembre 1938, après les accords de Munich entérinant le démantèlement de la Tchécoslovaquie, Léon Blum exprimera son « lâche soulagement ».

Durant la « drôle de guerre », de septembre 1939 à mai 1940, les socialistes sont au gouvernement et le ministre SFIO Sérol s'illustre par une loi portant son nom et qui menace de la peine de mort les communistes, alors plongés dans la clandestinité, pour reconstitution de ligue dissoute. Une fois la défaite de la France consommée, les parlementaires socialistes (députés et sénateurs) vont, dans leur grande majorité, voter les pleins pouvoir à Pétain, le 10 juillet 1940, parrainant à leur façon le pouvoir de type fasciste installé à Vichy. D'où, sans aucun doute, la longue absence des socialistes dans la résistance, n'y apparaissant que bien tardivement.

Très rapidement, moins de trois ans après la libération, les socialistes vont participer aux différents gouvernements dits de « troisième force », en compagnie des calotins du MRP. Ils vont s'y illustrer, par l'intermédiaire d'un certain nombre de gouverneurs et de ministres socialistes des colonies, par une répression impitoyable – couvrant, entre autres, par leur présence au gouvernement, les tueries de Madagascar, en 1947, et la guerre post-coloniale en Indochine, de 1946 à 1954. En France, le ministre de l'Intérieur Jules Moch n'hésitera pas à envoyer les CRS contre les mineurs en grève dans le Nord - Pas-de-Calais et les dockers à Marseille. Rien ne distingue plus les socialistes de ces radicaux « cassoulet » qui gouvernaient la France dans les années 1930, mis à part la courte parenthèse du mythique Front populaire.

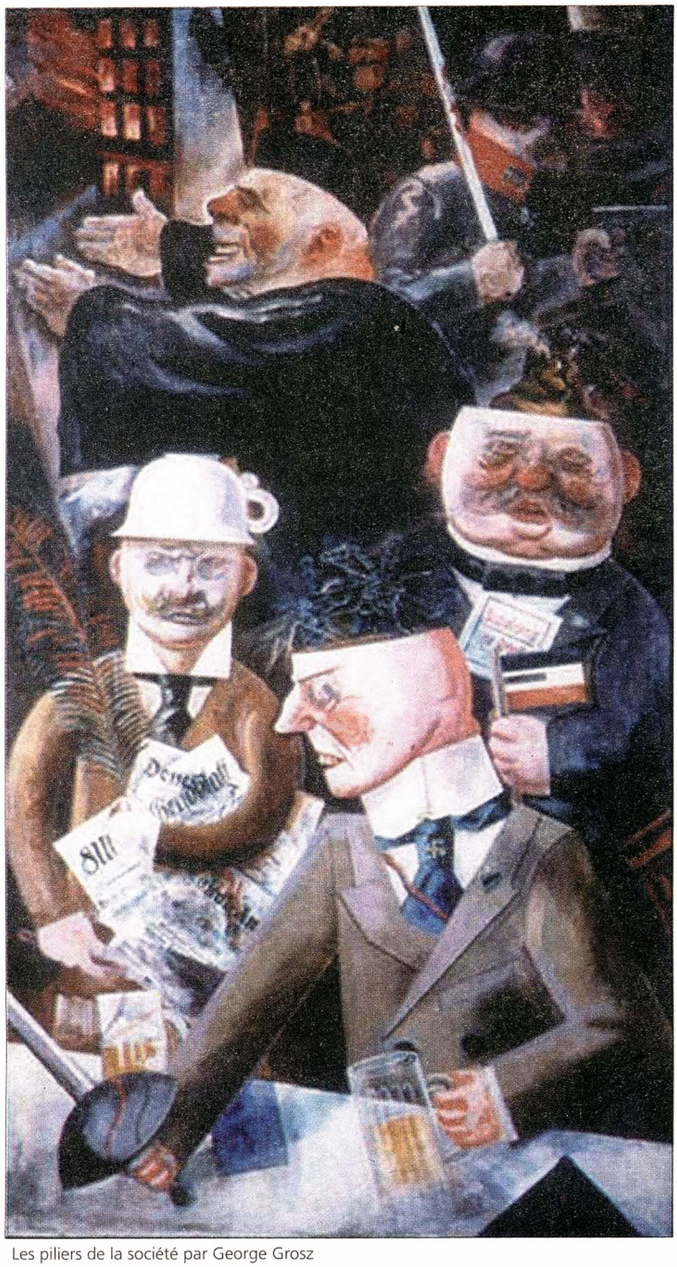
Le 2 janvier 1956, la coalition du Front républicain (socialistes, radicaux de gauche et quelques gaullistes) remporte les élections législatives, avec à leur programme la volonté de mettre fin à la guerre d'Algérie. Porté à la présidence du Conseil, le leader socialiste Guy Mollet va surtout s'appliquer à faire la guerre au peuple algérien, faisant même voter une loi, en février 1956, donnant tout pouvoir à l'armée sur le territoire algérien. D'où les exploits des paras de Bigeard et de Massu lors de la bataille d'Alger en 1957.

Avec de Gaulle, et loin de mai 1968

Après le véritable coup d'État à blanc du général de Gaulle, qui va accéder au pouvoir suite au coup de force d'Alger, le 13 mai 1958, la SFIO de Guy Mollet va se rallier et soutenir la nouvelle Constitution lors du référendum du 4 septembre 1958, avec ce slogan : « À l'avant-garde de la Ve République ! » La lune de miel entre les gaullistes et les socialistes ne sera pas de très longue durée, mais cela sera suffisant pour installer, avec leur complicité, un régime antisocial.

Durant les événements de mai et juin 1968, les socialistes sont d'une discrétion étonnante, faisant apparaître Pierre Mendès-France et François Mitterrand comme des foudres de guerre, quasi révolutionnaires.

En 1971, la vieille génération socialiste passe la main, au congrès d'Épinay, et la SFIO devient simplement le PS. À sa tête, François Mitterrand veut faire figure de rénovateur. Dix ans plus tard, porteur de 110 propositions devant transformer un pays qui sort du cauchemar, Mitterrand veut donner l'illusion, après son élection, le 10 mai 1981, que, comme on disait en mai 1968, rien ne serait



Les piliers de la société par George Grosz

jamais plus comme avant. Bien sûr, il y aura l'abolition de la peine de mort et de nombreuses nationalisations, mais les mauvaises manières reviennent de saison, après les espoirs entretenus. Parmi les reniements, la promesse du droit de vote des étrangers aux élections locales est oubliée, car « les Français ne sont pas prêts »…

Tout naturellement, au fil des trahisons, les socialistes vont perdre le pouvoir en 1986, reviendront en mai 1988, mais seront à nouveau rejetés en 1993. Entre-temps, les mesures scélérates de la droite, comme les lois Pasqua de 1986 et les lois Debré de 1995, ne seront pas abrogées par les socialistes. Lorsque Lionel Jospin arrive, par hasard, au pouvoir, en mai 1997, il se dépêche de privatiser des pans entiers de l'économie française, tout en expliquant que l'État ne peut pas tout faire. Tout naturellement, les socialistes seront remerciés, une fois de plus, par l'électorat, qui se sent trahi, en avril 2002. Jospin partira la queue entre les jambes, après avoir vendu la mèche au cours de la campagne électorale avec cet aveu : « Mon projet n'est pas socialiste… »

Dans le même temps, il ne peut être question de passer par pertes et profits la circulaire Chevènement de juin 1997, qui avait pour volonté de piéger les sans-papiers avec de vagues promesses de régularisation. De la même façon, qui pourrait ne pas se souvenir de la loi de sécurité quotidienne (LSQ), édictée par Daniel Vaillant, en novembre 2001, qui ouvrait la voie aux textes scélérats de Nicolas Sarkozy. La main sur le cœur, nos socialistes tenaient à nous démontrer qu'en matière d'ordre public la droite n'avait pas de leçons à lui donner. Jamais il n'y eu autant de policiers, jamais ils n'avaient été aussi choyés par le pouvoir. En vain.

De 2002 à 2007, la répression va se développer plus encore, mais, au cours de l'été 2002, il sera possible d'entendre Daniel Vaillant se lamenter et accuser Nicols Sarkozy de lui avoir voler son programme. Sous la droite dure, les victimes les plus en vue seront ces sans-papiers dont Jospin s'était longuement évertué à dire qu'« ils n'avaient pas vocation à rester en France » ! Puis, en second lieu, les jeunes des banlieues, dont la révolte, à l'automne 2005, ne sera pas particulièrement appréciée par les socialistes car leur regard est déjà fixé sur la prochaine élection présidentielle d'avril 2007.

Chansonnette et petits drapeaux

Sous la houlette de Ségolène Royale, toutes les vieilles ficelles de la droite dite républicaine seront récupérées au nom d'un socialisme moderne. Tout comme Michel Rocard, qui, en 1989, nous vantait la « culture d'entreprise », la Dame de fer du PS développera le même thème : « Il faut réconcilier les Français avec l'entreprise. »

Quand Nicolas Sarkozy suggère de surveiller les gènes des enfants dès l'école maternelle, Ségolène Royal s'applique à démontrer l'intérêt des centres fermés, avec encadrement militaire, pour les jeunes délinquants. Cela au nom de « l'ordre juste ». Finalement, quelle que soit leur volonté de mal faire, nos socialistes ne seront jamais de taille pour se rendre vraiment crédibles dans le domaine répressif. Il en va de même lorsqu'ils tentent les plus basses connivences avec la France profonde en agitant les petits drapeaux tricolores, au son de *la Marseillaise*. Pourtant, les socialistes n'ont jamais gagné à droite ce qu'ils s'appliquent à perdre à gauche, dans l'espoir de s'accrocher au pouvoir.

De temps à autre, la trahison est plus visible qu'à l'ordinaire, et le souvenir du ralliement à l'Union sacrée d'août 1914 ne fait pas rougir de honte ceux qui, en mai 2007, estiment qu'il leur est possible de faire un bout de chemin avec cette droite dont l'objectif est de nous faire marcher au pas. L'histrion Éric Besson, qui, après avoir lourdement diabolisé Sarkozy dans un pamphlet, en janvier 2007, n'hésitera pas à se rallier à lui quelques semaine plus tard – suscitant des vocations. Claude Allègre, dépité de n'avoir pu « dégraisser le mammouth » de l'Éducation nationale, en 1998, pourra désormais s'y atteler après avoir accepter une mission dans ce sens, pour le compte du nouveau Président de la République. Mettre l'université au pas, c'est son vœu le plus cher. D'autres, et non des moindres, vont arriver à la soupe.

Cerise sur le gâteau, l'arrivée de Bernard Kouchner au ministère des Affaires étrangères. L'annonce de cette nomination est révélatrice de la fragilité d'un certain nombre de nos socialistes face au pouvoir. Le « french doctor », dont on disait, dans les années 1990, qu'il était « un tiers ministre, un tiers mondiste et un tiers mondain », a toujours été avide de reconnaissance. Il ne peut que se sentir flatté quand les seconds couteaux de Sarkozy disent de lui qu'il est un « homme de paix » (Gérard Longuet) ou qu'il « porte haut le drapeau des droits de l'homme » (Pierre Lellouche). Bernard Kouchner n'ignore pas que, au-delà de la politique étrangère qu'il conduira sous la haute surveillance de l'Élysée, il lui faudra, par solidarité ministérielle, approuver la répression, le contrôle social et la destruction des conquêtes ouvrières, fruits d'un siècle de durs combats.

Comment s'étonner de cet épisode qui n'est qu'une péripétie de plus dans la longue histoire des trahisons du mouvement socialiste en France. Les politiciens n'ont pas la narine fragile. Fallait-il le démontrer, une fois de plus ?

M. R.

---

1. Sur cette période, il est indispensable de se reporter à l'ouvrage d'Alfred Rosmer, *le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale* (librairie du Travail, 1930. Réédité par les Éditions Avron, 1993).

Loin des censier battus

Témoignages et documents sur le mouvement contre le CPE et la précarité. Sorbonne nouvelle, printemps 2006

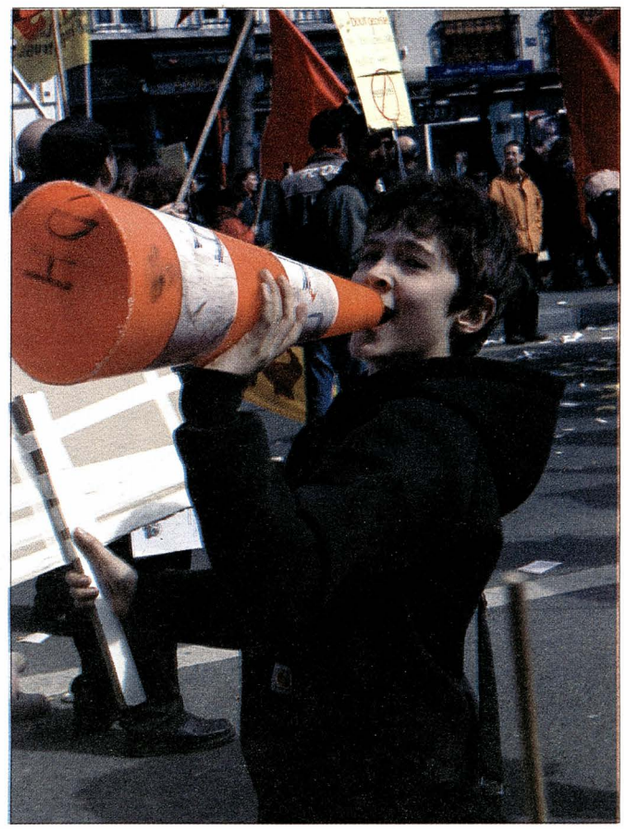


Photo de Daniel Maunoury.

Ezequiel Barrieras

« TOUT A DÉBUTÉ PAR UN MALENTENDU : les étudiants se mêlaient de ce qui ne les regardait pas. À la révolte de la racaille des banlieues on avait pu répondre par la violence policière, par des caméras de surveillance, du mépris et des mesures d'exception. Façon de dire aussi que le reste de la société, les jeunes en particulier, les vrais, devaient par définition s'en sentir distingués. Or le projet de Contrat nouvelle embauche (CNE) et celui qui concernait le premier contrat des jeunes en particulier (CPE), la loi dénommée LEC dans son ensemble, étaient précisément destinés à augmenter cet écart, à marquer plus fermement la différence entre les jeunes étudiants et travailleurs précaires et la masse anonyme des classes dangereuses de banlieue, ou le groupe obscur des pas-formés sous-qualifiés. Le délinquant et le mal inséré, c'est toujours un autre. Les médias étaient à l'hiver 2005-2006 unanimes, le CPE ne concernait pas les étudiants pour toutes les raisons possibles, d'âge, de statut, etc. Ça aurait dû passer comme le reste. Pourtant, non. C'est là que prend forme, dans cette université du centre de Paris, au public relativement mélangé mais globalement aisé même si de nombreux étudiants sont également salariés, ce qui va devenir un mouvement cohérent et assez solide pour tenir deux mois sans fléchir. Les étudiants ont décidé que ça les regardait. Et que ça regardait tout le monde, en fait. On les a écoutés, on les a entendus. Trois millions de manifestants le 28 mars. Dans toutes les actions l'université Paris 3, étudiants, personnels, contractuels, est représentée en nombre. Sa banderole géante fait la une du *Times* : "*Sauvons nos droits*". »

La section CNT de l'université de la Sorbonne nouvelle-Paris 3 vient de faire paraître aux éditions CNT un fort volume de 254 pages intitulé *Loin des censier battus*. Élaboré par la section CNT de Paris 3, il est constitué de nombreux témoignages des acteurs du mouvement (étudiants, professeurs et Iatos) et de divers documents (comptes rendus d'AG, tracts, extraits de forums sur le web, photos, etc.) sur le mouvement du printemps 2006 contre le CPE et la précarité.

Dans un siècle et demi, se souviendra-t-on des mois de février, mars et avril 2006, de ces

trois mois de grève générale de la jeunesse, soutenue par d'énormes manifestations unitaires de salarié-e-s qui ont fait trébucher Villepin, Chirac et Sarkozy? Un mouvement puissant, irrésistible, qui a jeté des millions de gens dans la rue. Cela faisait longtemps que le monde du travail et la jeunesse n'avaient pas remporté de succès par la mobilisation. C'est une victoire politique, une victoire de la ténacité, de l'unité et de la volonté collective de dire non jusqu'au bout quand le pouvoir prétend imposer ses diktats. Un an après, les principaux protagonistes de ce mouvement se devaient d'écrire collectivement cette histoire…

« La disparition de pans entiers de la mémoire sociale a comme conséquence la dilution de l'identité de classe. Ces éléments soulignent donc l'enjeu décisif que constitue le combat pour que le mouvement social s'approprie la mémoire de sa trajectoire historique […] Au-delà de toute nostalgie, la mémoire du mouvement est donc à cultiver, à entretenir, à transmettre, chaque bataille isolée s'inscrivant dans le fil du temps de la geste révolutionnaire. »

Ces lignes furent publiées par les éditions CNT en quatrième de couverture du livre *Journal de grève, généalogie de la révolte* sur le 30e anniversaire de la grève des PTT en 1974… Elles illustrent bien le point de vue de l'équipe animatrice des éditions CNT sur la nécessaire transmission de la mémoire sociale.

Étudiants, personnels Iatos et enseignants, tous les témoins de ce livre ont réussi là où le syndicalisme de cogestion avait échoué: la précarité ne fait plus partie des grandes fatalités admises du monde du travail. Après deux mois de lutte acharnée, l'injustice sociale ne se décline plus comme une catastrophe naturelle. C'est aussi le sens des liens revendiqués par les étudiants avec la lutte des sans-papiers, précaires parmi les précaires, avec les émeutiers de banlieue de l'automne 2005, précaires dans la relégation sociale.

Les étudiants, les professeurs et les personnels Iatos et des bibliothèques de Paris 3 ont démontré qu'il est possible d'agir directement face au mépris obstiné du gouvernement. La grève et l'action directe restent le seul moyen de renverser le rapport de force en notre faveur. L'histoire nous l'a montré comme elle l'a montré en 1936, en mai 1968, ou en 1995. Pour se lancer dans le combat contre la précarité, ils n'ont pas attendu les syndicalistes gestionnaires de Paris 3, qui mènent une politique clientéliste et collaborationniste. Depuis des années, certaines représentations syndicales relaient la politique de leurs présidents dans le domaine de l'emploi: contrats précaires sans perspectives de titularisation, travail

à temps incomplet, sous-effectifs, pression croissante sur les agents, progressions difficiles, baisse des conditions de travail et de la qualité du service. Depuis des années, les représentants de leurs organisations sont complices de leur direction en escamotant l'information, notamment sur les questions de l'amiante à Censier et de l'implantation future de l'université lorsque les travaux de désamiantage commenceront. Du premier au dernier jour, on aura vu à l'œuvre à Paris 3 certains leaders syndicaux lors de leurs tentatives de division et de sabordage du mouvement, appelant leurs syndiqués à reprendre le travail, se livrant à des attaques visant ceux qui auront été les plus investis dans la grève.

La jeunesse a renoué avec l'action collective et les personnels de l'université lui ont emboîté le pas. Dans l'université, les personnels ont su s'organiser de façon autonome, avec détermination politique et humour, en créant des réseaux de lutte et d'entraide, sans leader, organisés à la base et en démocratie directe. À partir de ce mouvement, sont nés en juillet 2006 la section locale du RUSF (Réseau universités sans frontières) et le Collectif P3. Le Collectif P3 a pour vocation d'inscrire dans la durée le mouvement initié en février-mars-avril 2006, qui n'avait pas pour unique but l'abrogation du seul CPE ou l'amendement de la « loi pour l'égalité des chances ».

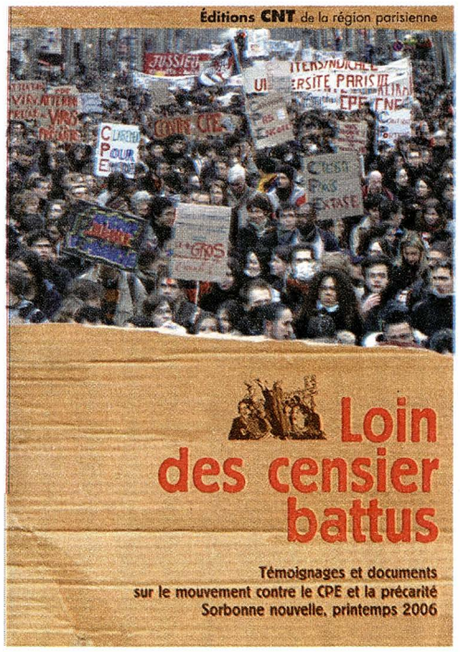
La section CNT de Paris 3 participe activement aux initiatives prises par le RUSF et par le Collectif P3. Depuis la création du collectif, les personnels se sont mobilisés à plusieurs reprises: notamment contre les évaluations imposées par le ministère et contre le projet de fusion entre les universités Paris 3 et Paris 4.

Au printemps 2006, le retrait du CPE fut une première victoire pour le mouvement social dans le bras-de-fer qui l'opposait aux classes dirigeantes. Le gouvernement a entériné son recul face à la mobilisation des lycéens, étudiants et salariés qui durait depuis plus de deux mois. Une victoire qui permit, après plusieurs années de reculs, de lois antisociales encaissées, de défaites parfois cuisantes comme en 2003, de relever la tête, de renouer avec l'action collective et de redonner espoir pour les luttes sociales à venir. Le mouvement social a en effet démontré que la grève et l'action directe étaient capables de faire plier les plus inflexibles. Ce retrait signifie un recul du pouvoir, d'autant plus intéressant qu'il s'agit d'un recul face à la rue, l'action directe, la grève, les manifestations, les blocages et les occupations. C'est une démonstration victorieuse que seule la lutte paie et que les choses ne se résoudront pas par les illusoires espoirs des isoloirs de 2007. Les étudiants, les lycéens et les travailleurs ont su créer un rapport de force sans précédent depuis dix ans, notamment avec deux journées de grève interprofessionnelle regroupant trois millions de personnes. Les directions syndicales ont choisi de rester sur la seule revendication de retrait du CPE, alors que les étudiants, les lycéens et de nombreux travailleurs ont élargi celle-ci au CNE, à la loi sur l'(in)égalité des chances et plus généralement à la précarité, devenue une norme de la gestion du monde du travail. En effet, si le CPE est retiré, le CNE est toujours là et surtout la loi sur l'(in)égalité des chances contenant des mesures toutes aussi antisociales que le CPE comme « l'apprentissage junior » (apprentissage dès 14 ans), l'autorisation du travail de nuit pour les mineurs dès quinze ans ou encore le contrat de responsabilité parentale. Ces mesures enfoncent encore un peu plus le clou de « l'école à deux vitesses », celle des riches et celle des pauvres. Rien n'est donc fini, la lutte doit se poursuivre pour faire aboutir les revendications mais aussi celles propres à l'Éducation nationale sur la réforme des ZEP, la pénurie de postes ou encore la précarité dans notre secteur.

Dès son premier discours, le futur président a rappelé les idées qui fondent son projet de société: travail, autorité, morale, mérite, identité nationale... Autant de valeurs qui vont se décliner avec les intérêts des classes dirigeantes et possédantes et un projet de société réactionnaire et nationaliste. Inévitablement, les inégalités vont continuer à se creuser, la précarité va se développer, le démantèlement des services publics et de la protection sociale va s'accélérer, le moralisme empreint de religion va renforcer son emprise sur la société et les dérives répressives et sécuritaires, dont les immigrés et les sans-papiers sont les premières victimes, vont s'amplifier. Face à une telle situation, nous savons que seule la construction d'un rapport de force au plan social peut changer les choses et éviter que la France connaisse à son tour le même sort ultralibéral que l'Angleterre des années 1980 avec Thatcher. Toutes ces logiques vont s'articuler avec des mesures très concrètes qui risquent d'être mises en place très rapidement si on ne s'y oppose pas: remise en cause du code du travail, attaques contre le droit de grève avec, notamment, la mise en place du service minimum dans les transports, mise en place d'un bouclier fiscal favorisant les plus riches... Autant de mesures dont les salariés et les classes populaires feront les frais et qui vont renforcer cette société inégalitaire et capitaliste.

Il est nécessaire de rompre avec l'attentisme trop souvent de mise au lendemain d'élections présidentielles, de s'organiser et d'user des armes de la manifestation, de la grève et de l'occupation, comme l'ont fait les étudiants et les salariés au printemps 2006, pour bloquer le rouleau compresseur libéral et sécuritaire qui s'avance, défendre ce qui reste de services publics et de système de protection sociale et peut-être aussi retrouver le chemin des conquêtes sociales. Pour préserver la mémoire du mouvement du printemps 2006 à la Sorbonne nouvelle, pour mettre en évidence le point de vue de ses protagonistes, les éditions CNT publient aujourd'hui ce livre de témoignages sur le « rêve général » et sur le bref printemps de l'utopie.

E. B.



Loin des censier battus, Témoignages et documents sur le mouvement contre le CPE et la précarité, Sorbonne nouvelle, printemps 2006, Éditions CNT Région parisienne, Paris, avril 2007, 15 euros – ISBN 2-915731-15-2

Du mauvais côté du pourcentage

ENCORE, TOUJOURS, la grenouille se réchauffe. Vous vous souvenez, cette grenouille qui saute hors de l'eau bouillante, mais qui se laissera ébouillanter si on la met dans l'eau tiède, qu'on réchauffe graduellement. Grâce à la technologie, on nous ébouillante, tranquillement, doucement. Nous connaissons tous les trop fameux « call centers ». Dans ces bagnes téléphoniques Indiens, Marocains, Ivoiriens et autres nouveaux esclaves (pour parler comme les magazines, mais avec plus de franchise) doivent répondre le plus vite possible aux plaintes des consommateurs roulés par les grandes entreprises. Les call-centers coûtent trop cher.

Trop chers, des péons payés au lance-pierre, pour qui un euro de l'heure c'est Capoue, Byzance et Babylone? Oui, on est un manager soucieux du rendement ou on ne l'est pas. Alors IBM et d'autres compagnies travaillent d'arrache-pied à créer des chatbots efficaces. « Chat » comme dans conversation, « bot » comme dans robot. Des programmes capables de comprendre ce que vous dites, capables d'y apporter la réponse appropriée; « nous étudions votre dossier » « le chèque a été envoyé, il aurait déjà dû arriver » « nous faisons tout notre possible » « je comprends, mais... ».

L'élaboration de ces programmes se fonde sur un acquis essentiel de la recherche récente en neurosciences, la compréhension des réseaux neuronaux. En très gros très simplifié, on s'est aperçu que le cerveau, pour une tâche donnée, travaille avec moins de neurones qu'on ne croyait parce que: 1/ il crée des systèmes en boucle réutilisant les mêmes neurones et les mêmes informations 2/ contrairement aux circuits d'ordinateur qui ne connaissent que 1 ou 0 un même neurone connaît 0.2, 0.78, 0.974, etc. ce qui multiplie le nombre de connections et boucles possibles 3/ le cerveau « enrichit » les réseaux et boucles très utilisés et appauvrit les réseaux négligés. C'est pour cela que l'on oublie les langues étrangères que l'on ne pratique pas. Ou qu'il est plus facile à un polyglotte d'apprendre encore une langue de plus, qu'à une personne qui ne parle que sa langue maternelle d'apprendre sa première langue étrangère. On réussit, à un certain degré, à créer des réseaux informatiques qui reproduisent, plus ou moins, ces caractéristiques et qu'on peut donc entraîner à accomplir telle ou telle tâche variable. Les call centers avec leurs millions de conversations répétitives portant sur un nombre très réduit de thèmes se prêtent parfaitement à la création de chatbots, éventuellement performants. On devine que les chatbots, pour performants qu'ils deviendront, ne pourront pas résoudre tous les problèmes. Il viendra un jour, s'il n'est déjà arrivé dans beaucoup d'entreprises, où, après calcul statistique, on décidera que l'économie réalisée par les chatbots dépasse la perte engendrée par les X % de clients furieux qu'on a laissés en plan, et on fermera donc les call centers.

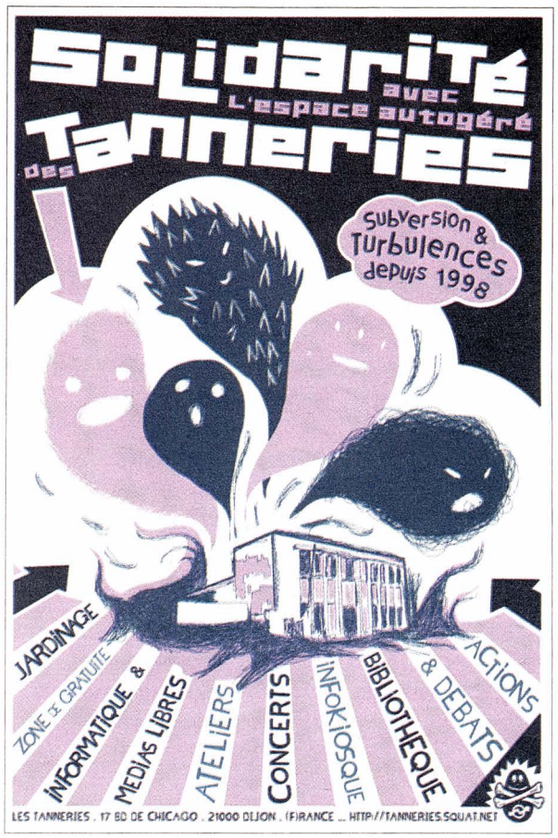
« Statistique » le mot est lâché. Tout comme un réseau neuronal fait de la statistique comme M. Jourdain faisait de la prose, sans le savoir _ l'enrichissement ou l'appauvrissement se décident sur la base de la fréquence d'utilisation, et « l'apprentissage » du réseau neuronal se fonde lui aussi sur la fréquence de tel ou tel trajet neuronal, l'arbitrage statistique devient la règle du capitalisme. En d'autres termes, le client n'est plus le roi (il ne l'a jamais été, bien sûr). 65 % des clients, 78 % des clients, voilà le roi. Le reste peut crever. D'où la multiplication de ces situations où les consommateurs comprennent qu'on les laisse tomber, banques, hotlines, Noos, d'où la multiplication de ces personnes qui, sous-qualifiées, du mauvais côté du pourcentage, sont écartées de l'emploi et de l'accès au savoir.

Reprenons Kant et sa belle idée selon laquelle un être humain doit être considéré comme une fin et non comme un moyen. Le capitalisme, qui considère depuis toujours les êtres humains comme des moyens, est l'organisation sociale qui cherche les moyens les moins chers. Qui fera grève quand on criera « Chatbots du monde entier, unissez-vous! »?

Nestor Potkine

Cerise sur le tilleul

les « Tanneries » s'installent dans les arbres !



Pour clore en beauté la manifestation du 19 mai, l'Espace autogéré des Tanneries s'invite pour quelques jours place des Ducs-de-Bourgogne. Sur terre et dans les airs, c'est une zone autonome temporaire!

Les « Tanneries », 10 printemps

L'Espace autogéré des Tanneries est un lieu autonome d'activités culturelles, sociales et politiques ouvert en 1997 sur une partie du site des anciens abattoirs, appartenant à la mairie de Dijon. Menacées par un projet de vente de l'ensemble du site à un trust de santé privé, les Tanneries sont entrées, en mars dernier, dans une nouvelle phase de résistance.

La racine du problème

Suite aux premières mobilisations, M. Rebsamen, maire de Dijon, a proposé à la Générale de Santé de ne pas inclure dans le contrat de vente les parcelles sur lesquelles sont situées les Tanneries.

M. Barbon, directeur régional de la Générale de Santé, nous a d'ailleurs confirmé que la construction de leur mégapôle hospitalier privé ne nécessitait effectivement pas de prendre ces terrains... pour l'instant. Il nous a cependant révélé que la proposition de contrat contient une clause qui leur permettra pendant quinze ans d'acheter le terrain sur lequel nous sommes, à tout moment et en exclusivité.

Jusqu'où on grimpe ?

Nous ne pouvons accepter de nous retrouver en permanence à la merci des volontés d'extension de la Générale de Santé. Nous en sommes d'autant plus inquiets que M. Barbon nous a confirmé que le contrat de vente devrait se conclure courant juin.

Sachant que notre avenir se décide donc dans le mois à venir, nous demandons:

Que la mairie s'engage au plus tôt à prolonger la convention d'occupation de l'Espace autogéré des Tanneries;

Que la clause d'exclusivité ne soit pas applicable en l'état. Après dix ans d'existence, notre légitimité ne devrait pas être à prouver. Nous souhaitons que tous les acteurs concernés puissent prendre part aux négociations et nous voulons enfin obtenir des positionnements clairs.

Nous créons aujourd'hui cette zone autonome temporaire aérienne et terrestre (Zatat) devant la mairie afin de manifester notre détermination de rester le plus longtemps possible boulevard de Chicago.

Les Tanneries

Grève de la faim

Il n'est point nécessaire de faire savoir la raison de la faim

Certes mon but était de montrer que nous étions encore debout le poing levé, et plus encore capables de « jusqu'au-bouter », afin que politique nous n'adoubions point et que combat toujours contre le capitalisme et ses hordes déferlantes sera. D'aucuns (d'aucunes) n'ont point agréé, il en est de leur droit et ne veux en aucun instant leur en tenir grief.

Par la présente, je veux remercier les camarades qui, de leur temps, de leur présence et de leur amitié, ont supporté mon caractère devenu, au fil des jours, un tantinet acariâtre.

Je vois sourire quelque pacifiste, d'autres dans les Alpes-de-Haute-Provence, et de ceux qui ont pris la patience de venir faire des directs, que même les grandes oreilles n'auraient pu mais!

A vous aussi, les ceussent que je ne connaissais pas qui sont venus me soutenir, je dis merci.

La force qui m'a tenu, je la dois aussi à vous les « jeunes » qui êtes venus me soutenir et me faire savoir que vous leviez aussi le poing.

Des honneurs, à toi Serge, et toi Michel, qui êtes venus me visiter. Un grand merci pour ce Trianon qui, je l'espère, sera gravé. A vous, Philipe, Agnès et Thierry de Traffic, Jean Marc, Sylvain, et d'autres, je ne peux proser.

Le médecin m'a fait mettre fin, Iznogoud pense avoir gagné. Même s'ils ne sont qu'un, ils sont là, debout, le poing levé.

Casquette

Radio libertaire

Jeudi 24 mai 2007

Si vis pacem à 18 heures : 3 juin, Gala de l'UPF. C'est avec Céline Caussimon que nous présenterons le gala du 3 juin. Cinq artistes de choix au Forum Léo-Ferré (17 h à 22 h) nous aideront à faire le plein de pacifisme : Céline Caussimon, Christiane Courvoisier, Michel Orion, Thomas Pitiot, Sabine Viret.

Vendredi 25 mai 2007

Place aux fous à 13 heures : Philosophie & Musique. Disciplines de l'indiscipline. Invité : Musique en images. Dans le cadre de la première édition du festival Filmer la musique (du 5 au 9 juin, au Point Ephémère/Mk2), O. Pascault et V. Schaepelynck recevront à la fois les artistes vidéastes Benoît Gehanne et Marion Delage de Luget et les organisateurs du festival. B. Gehanne et M. Delage de Luget sont les « spoolers vidéo » : ils ont filmé et photographié des émissions Place aux fous, exposent leurs vidéos et seront parmi les artistes présents de Filmer la musique.

La grenouille noire à 21 heures : Anarchisme & écologie. L'émission sera consacrée au thème « secteur bancaire et environnement ». Invité : Les Amis de la Terre.

Ca booste sous les pavés à 22 h 30 : Musiques, reportages, actus… Émission du Comité de solidarité avec le peuple basque, des Peuples en luttes et des Prisonniers politiques.

Samedi 26 mai 2007

Chroniques rebelles à 13 h 30 : Débats, dossiers, rencontres… *Le Soldat françaoui de Sotteville à Sétif* de Jean-Luc Debry (L'Insomniaque) et la revue *Gavroche*.

Deux sous de scène à 15 h 30 : Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure à 19 heures : Émission exceptionnellement annulée… Elle sera remplacée par une programmation de Zone à mix, sur le même créneau horaire.

Les Nuits libertaires « Orpheas antissa, les jardins d'Orphée » à 21 heures : Émission spéciale : commando juridique ! Manifester, se regrouper et lutter spontanément deviennent des actes de plus en plus chargés de risques. La rue n'est plus la « polis » d'antan, engendrant alors démocratie active, délibération et autonomisation de tous dans la Cité. Il en va de même dans l'entreprise : les risques sont différents mais aboutissent aux mêmes effets : la répression. Seul face au droit, un b-a ba est précieux pour éviter coûte que coûte les imbroglios judiciaires et l'enfermement. Conseils juridiques, apport de connaissances du milieu judiciaire…

Dimanche 27 mai 2007

Folk à lier à 12 heures : Musiques traditionnelles. Invité : le directeur de l'Adiam 94, organisateur de « Parfums de musiques : musiques traditionnelles de l'Extrême-Orient » (5e édition). Série de concerts chaque dimanche, du 3 juin au 24 juin 2007, à la Roseraie du Val-de-Marne, à L'Haÿ-les-Roses.

Tempête sur les planches à 14 heures : Actualité du théâtre. Ils sont une troupe de théâtre véritablement clandestine. Ils parlent une langue étrangère. Pour qu'ils puissent parler le plus librement possible, on ne dit pas encore d'où ils viennent, car ils ont les services secrets de leur pays aux trousses.

Il y a de la fumée dans le poste à 18 h 30 : Émission du CIRC Paris - Ile-de-France. L'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Le Mélange à 17 heures : L'émission de toutes les musiques. Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Lundi 28 mai 2007

Ca urge au bout de la scène à 21 heures : Magazine de la chanson vivante. Programme de chanson française, par les deux Bernard.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30 : Humour et humeur noirs… Revue de presse plus que jamais politiquement incorrecte… Sûr que la vue sera magnifique !

Mardi 29 mai 2007

Le Parisien libertaire à 8 heures : Faut libérer Paris ! Retour non exhaustif et militant sur l'actualité parisienne, l'actualité de luttes. L'agenda militant. Préparation physique pour la Nuit noire (« Black Night ») prévue courant juillet.

Idéaux et débats à 18 heures : L'ère du paléo-circus ! Nous recevrons en direct : Christophe Huysman, pour sa pièce *Human (articulations)* et pour son recueil de poèmes *8 poèmes* ; et Jean Rouaud, pour « Préhistoires » (Gallimard).

Paroles d'associations à 19 h 30 : Magazine de la vie associative et culturelle. Sylvie recevra Casquette en direct…

Jazz en liberté à 22 h 30 : Free jazz et musiques improvisées. Par Gérard Terronès.

Mercredi 30 mai 2007

Blues en liberté à 10 h 30 : Émission musicale blues. Albert Collins, quintessence du Texas.

Le manège à 14 heures : Littérature & cinéma. Lectures jeunesse : avec Jean-Paul Nozière, pour *la Ville de Marseille* (collection Scripto aux éditions Gallimard Jeunesse), par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Ras les murs à 20 h 30 : Actualités des luttes de prisonniers. Nous recevrons Arthur, qui viendra nous parler des prélèvements d'ADN et leur fichage par la police.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 24 mai
Sarlat (24)

« Débats libertaires » sur le thème des libertés individuelles, organisé par le groupe Drapeau noir Périgord de la Fédération anarchiste, au café Le Lébérou, 5, rue Jean-Jacques-Rousseau.

Samedi 26 mai
Paris 8e, 9e, 17e et 18e

Manifestation à l'appel du 9e collectif de sans papier à 14 heures à la Place de Clichy. Metro Place-de-Clichy, ligne 2 ou 13.

Cognac (16)

Rencontre avec les Editions Libertaires à la librairie "Le texte libre" à 15 heures. Franck Thiriot présentera la collection *Paroles* en présence des artistes : Laurent Melon (Paroles de poètes révoltés), Eric Coulaud (Paroles antimilitaristes) dans le cadre d'une rencontre exceptionnelle "Art et politique. Art-politique". Librairie "Le Texte Libre", 17 rue Henri Fichon, 16100 COGNAC.
tel. : 05.45.22.20.52.

Foix (09)

La CNT 09 organise une conférence-film-débat sur les coopératives, à 14 heures, à la maison des associations. Film *J'ai très mal au travail* de Jean-Michel Carré; présentation avec un rappel historique du mouvement; débat en présence d'intervenants du monde coopératif; auberge espagnole à partir de 19 heures.

Jeudi 31 mai
Paris 11e

Discussion-débat autour de la lutte contre le CPE, à partir de l'ouvrage *Loin des Censier battus* (CNT-RP, 2007, 255 pages) en présence d'étudiants, profs et latos Organisé par la librairie Quilombo. À 19h45, au CICP, 21ter, rue Voltaire.

Samedi 2 juin
Paris 20e

Rendez-vous à l'entrée du cimetière du Père-Lachaise à l'occasion de la commémoration annuelle de la Semaine sanglante, à 15 heures. Métro Gambetta.

Dimanche 3 juin
Ivry-sur-Seine (94)

Gala annuel de l'Union pacifiste au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Entrée 13,50 euros (10,50 euros pour les étudiants, érémistes, enfants de moins de 16 ans... gratuit pour les enfants de moins de 6 ans). Métro Pierre-Curie ou Porte-d'Ivry, ligne 7. Bar et petite restauration disponible sur place. Plus d'informations sur www.forumleoferre.com

Samedi 5 juin
Paris 11e

Débat à la librairie Publico, 145 rue Amelot, à 16 heures. Pascal Charbonnat, Guillaume Lecointre et Marc Sylberstein viendront nous parler de la passionnante « histoire des philosophies matérialistes » que vient d'écrire Pascal.

Mercredi 6 juin
Paris 20e

ARCC organise une soirée consacrée à André Robèr (du groupe la Vache folle), peintre, poète et éditeur des Éditions K'A, à 19 heures, 160, rue de Pelleport. Soirée préparée et présentée par Dominique Jeantet avec la participation de Stéphane Hoarau.

Jeudi 7 juin
Merlieux (02)

Rencontre avec Frédéric H. Fajardie, auteur des *Foulards rouges*, du *Voleur de vent*, de *La Lanterne des morts*, de *La Nuit des chats bottés*, de *Chronique d'une liquidation politique*, de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./fax: 0323801709.

Vendredi 8 juin
Rouen

Soirée poésie. Panorama de la poésie actuelle et présentation du nouveau recueil de Guy Pique *Haut Corps* (K. éditions) à la librairie l'Insoumise, au 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 9 juin
Paris 18e

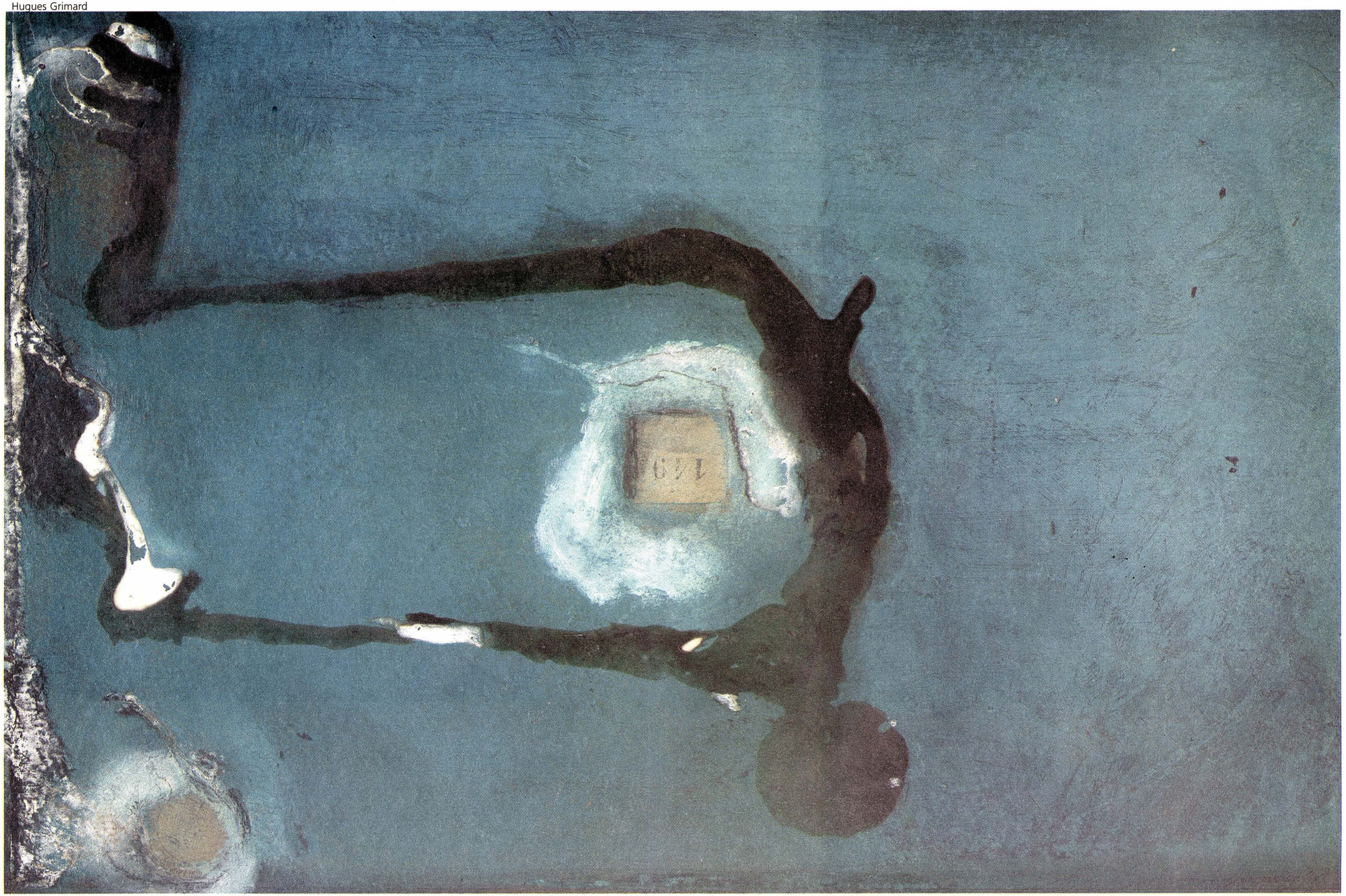
Rencontre-débat avec Céline Beaudet qui nous parle de son ouvrage *Les Milieux libres: vivre en anarchiste à la Belle Époque* à 15h30, à la bibliothèque La Rue, au 10, rue Robert-Planquette.

Mardi 12 Juin
Ivry-sur-Seine (94)

Réunion publique. Violence, non-violence, action directe et avant-gardisme dans le mouvement ouvrier et social. Le débat sera précédé par la projection du film documentaire "The Weather underground" de Sam Green et Bill Siegel. Ce film relate l'histoire d'un groupe d'étudiant aux USA dans les années 60 qui créent une formation révolutionnaire armée.

Soirée à l'invitation du groupe libertaire d'Ivry (Fédération anarchiste). A 20 heures au Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès. Métro : Pierre-Curie. Bar et petite restauration. Entrée libre.

Jeudi 14 juin
Sarlat (24)

« Débats libertaires » sur le thème du militantisme anarchiste, organisé par le groupe Drapeau noir Périgord de la Fédération anarchiste, au café le Lébérou, 5, rue Jean-Jacques-Rousseau.

Hugues Grimard